

DOCUMENTS

OFFICIELS

SUR

LA QUESTION PENDANTE

ENTRE

LA FRANCE

ET LA

REPUBLIQUE ARGENTINE

PUBLIES

AVEC L'AUTORISATION

DE Mr.

AJME ROGER

CONSUL DE FRANCE

MONTEVIDEO

IMPRIMERIE ORIENTALE

1838

DOCUMENTOS

OFICIALES

SOBRE

LA CUESTION PENDIENTE

ENTRE

LA FRANCIA

Y LA

REPUBLICA ARGENTINA.

PUBLICADOS

CON LA AUTORIZACION

DEL SEÑOR

DON AIME ROGER

CONSUL DE FRANCIA

MONTEVIDEO

IMPRESA ORIENTAL

1838



BIBLIOTECA NACIONAL
Adquisición Andrés Lamas

C. 429.226

No JX 1531-172-1838

DOCUMENTS OFFICIELS.

Le Consul de France Soussigné, dans le but de faciliter une plus prompte réponse à la note qu'il a eu l'honneur de remettre à S. E. M. le Ministre des Relations Extérieures y joint une traduction Espagnole. Cependant, considérant la gravité du sujet, il doit déclarer et déclarer qu'il peut seulement répondre de l'original Français et que si quelques expressions impropres, par leur peu d'exactitude, se rencontraient dans cette traduction il prétend n'en être en aucune façon responsable.

Signé: *Aimé Roger.*

Consulat Général de
France à Buenos
Ayres.

Buenos Ayres, Novembre 30 de 1838.

A S. E. M le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de Buenos Ayres Chargé des Relations Extérieures de la Confédération Argentine.

MONSIEUR LE MINISTRE.

Le soussigné Consul de France, Gérant par intérim le Consulat Général de France à Buenos Aires, en rendant compte à son Gouvernement des faits relatifs à l'affaire du Sr. César Hippolyte Bacle, a du rapporter exactement les principes sur lesquels se fondait le Gouvernement de Buenos Ayres pour repousser en cette circonstance l'intervention du Représentant de la France.

Les principes énoncés par M. le Ministre des Relations Extérieures sont les suivans :— Le Gouvernement de Buenos Ayres ne saurait admettre l'intervention des agens étrangers en faveur de leurs nationaux lorsque ces derniers : 1°. Se sont mariés dans le pays ; 2°. Y exercent une profession mécanique ; 3°. Y ont acquis des biens-fonds et des établissemens ; 4°. Y ont demeuré plus de 3 années.—L'Etat de Buenos Ayres est un Etat souverain et indépendant et un Gouvernement étranger n'a

DOCUMENTOS OFICIALES.

El Consul de Francia infrascripto, con el objeto de facilitar la mas pronta expedicion de la contestacion á la nota que tiene el honor de remitir á S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores adjunta una traduccion en castellano de dicha nota. Sin embargo, en vista de la gravedad del asunto, el que subscribe debe declarar como declara que solo del documento original en francés puede responder y que si alguna expresion impropia por su poca exactitud se en contrase en dicha traduccion no entienda de ningun modo hacerse responsable de ella.

Firmado *Aimé Roger*

Consulado General de
Francia en Buenos
Ayres.

Buenos Ayres, Noviembre 30 de 1838.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Gobierno de Buenos Ayres, Encargado de las de la Confederacion Argentina.

SEÑOR MINISTRO:—

El infrascripto, Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado General de Francia en Buenos Aires, al dar cuenta á su Gobierno de los hechos referentes al asunto de D. César Hipólito Bacle, ha debido expresar con exactitud los principios en que se fundaba el Gobierno de Buenos Aires, para rechazar en esta circunstancia la intervencion del Representante de la Francia.

Los principios emitidos por el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, son los siguientes:— "El Gobierno de Buenos Ayres no puede admitir la intervencion de los Agentes extrangeros en favor de sus conciudadanos, cuando estos últimos: 1.º Se han casado en el país. 2.º Cuando en él han ejercido oficios mecánicos. 3.º Cuando han adquirido bienes raíces y establecimientos. 4.º Cuando han residido en él mas de tres años.—El Estado de Buenos Ayres es Estado Soberano é Independiente, y un Gobierno extrangero no tiene que

rien à voir à ce que cet Etat décrète et si les lois qu'il lui plaît de créer ne conviennent pas aux étrangers, ils peuvent se retirer.—L'Administration actuelle de Buenos Ayres ne saurait renoncer aux principes qui dirigent sa conduite à l'égard des étrangers parce que le sentiment qui chez elle domine tous les autres est celui de l'honneur du pays.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des Français a éprouvé un pénible étonnement à la lecture de l'exposé des prétentions du Gouvernement Argentin et peut-être aurait-il espéré que dans la pratique l'administration de Buenos Ayres reculerait devant de pareilles doctrines si les faits qu'il a été du devoir du sous signé de porter à sa connaissance n'étaient venus lui donner l'affligeante certitude du contraire.

L'affaire du Sr. Bacle qu'il suffit de nommer pour en rappeler à V. E. tous les détails ; celle du Sr. Martin Larre qui, porteur d'un certificat d'immatriculation émané du Consulat Général de France et revêtu d'un décret d'exemption de service signé par M. l'inspecteur Général d'Armes, a été arrêté, mis en prison et enfin forcé de servir dans la milice ou tout au moins de payer un remplaçant ; et plus récemment l'affaire du Sr. Pierre Lavie qui sur des présomptions insignifiantes a été enlevé à un établissement qu'il possédait dans la campagne, envoyé à Buenos Ayres les fers aux pieds, mis au secret et qui malgré la réclamation écrite du soussigné n'a pu depuis près de deux mois obtenir des juges ; celle du Sr. Jourdan Pons en tout semblable à celle du Sr. Martin Larre et auquel le soussigné a enjoint de céder jusqu'à nouvel ordre à la nécessité ; toutes ces affaires suffisent pour éclairer le Gouvernement français sur les intentions de l'Administration de Buenos Ayres ; il ne saurait douter aujourd'hui que l'application des principes énoncés verbalement par V. E. et libellés dans le rapport de l'assesseur du Gouvernement relatif à la réclamation du Sr. Despouy et compris dans les pièces de cette réclamation qui ont été transmises à Paris, ne soit aujourd'hui le but que poursuit le Gouvernement Argentin.

En conséquence, laissant pour le moment de côté les faits rappelés ci-dessus, le soussigné, en exécution des ordres exprès qu'il a reçus du Gouvernement de S. M. le Roi des Français

ver en le que dicho estado decreta: y en caso que las leyes que este sancione no convengan a los extranjeros, pueden retirarse.—La actual Administracion de Buenos Ayres no puede renunciar a los principios que le sirven de norma con respecto a los extranjeros, porque en ella el sentimiento del honor del pais es el que domina a todos los demas.

A la lectura de la exposicion de las pretensiones del Gobierno Argentino, el Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses experimentó una penosa sorpresa, o esperaba tal vez que en la práctica la Administracion de Buenos Ayres desistiria de semejantes doctrinas, si los hechos que ha debido transmitir a su conocimiento el infrascripto no hubieran venido a darle una sensible certidumbre de lo contrario.

El asunto de Bacle, a quien basta nombrar para recordar a V. E. todos los pormenores: el de Martin Larre, quien llevando un certificado de empadronamiento emanado del Consulado General de Francia, y revestido con una autorizacion de excepcion de todo servicio firmada por el Sr. Inspector General de Armas, ha sido arrestado, encarcelado, y en fin obligado a servir en la milicia, o cuando menos a pagar un personero; y mas recientemente el asunto de Pedro Lavie, quien por presunciones insignificantes ha sido arrancado de un establecimiento que posee en la campaña, traído a Buenos Aires con una barra de grillos, puesto en incomunicacion, y quien a pesar de una reclamacion escrita del que suscribe, no ha conseguido desde cerca de dos meses comparecer ante los Jueces; el caso de Jourdan Pons, enteramente igual al de Martin Pons, y a quien el que suscribe ha aconsejado cediese hasta nueva orden a la necesidad; todos estos casos bastan para ilustrar al Gobierno Francés sobre las intenciones de la Administracion de Buenos Ayres. Al presente el Gobierno Francés ya no puedo dudar que la aplicacion de los principios verbalmente expresados por V. E., y contenidos en el informe del Asesor del Gobierno sobre una reclamacion del Sr. Despouy, comprendiendo en los autos de dicha reclamacion, que han sido mandados a Paris, no sea el objeto que hoy tiene en mira el Gobierno Argentino.

Prescindiendo por ahora de los hechos arriba expresados, el que suscribe, en cumplimiento de las órdenes positivas que ha recibido del Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses,

vient réclamer au nom des principes du droit des gens contre des prétentions incompatibles avec la nationalité des Français qui s'établissent avec esprit de retour dans leur patrie sur le territoire de la République Argentine.

Le soussigné, dont la moderation est connue de V. E. et dont la mission est avant tout d'arriver par la persuasion à l'abandon de doctrines que la France ne saurait admettre, doit combattre d'abord cette préoccupation du Gouvernement Argentin—que l'honneur de la République est attaché au maintien de principes surannés et contraires aux devoirs de justice que les peuples doivent remplir les uns envers les autres. L'honneur de la République comme celui de tous les Etats du monde n'est il pas d'adopter avec franchise les principes que la civilisation, fruit de l'expérience des nations, substitue à ceux nés dans des tems reculés et barbares?

Buenos Ayres a des aînés dans la carrière politique et pour citer d'abord celui dont cette République pro-ède, l'Espagne, dont la législation sur les *avecindados* et *domiciliados* est précisément celle dont on invoque ici l'autorité a enfin reconnu les principes avoués par l'équité; ces principes que le soussigné ne tardera pas à exposer ayant été défendus par le Gouvernement français lors de la discussion des réformes introduites dans la législation de la constitution espagnole de 1812 ont été formellement adoptés par les Cortès qui dans la séance du 11 mai dernier ont déclaré que ces mots insérés dans les §§. 1. et 2. de l'art. 1. de la constitution réformée "sont espagnols tous les individus nés en Espagne et les étrangers qui ont acquis le domicile dans un lieu quelconque de la monarchie" devaient s'entendre en ce sens qu'ils confèrent à ces deux classes d'individus une faculté ou un droit et non pas qu'ils leur imposent une obligation ou qu'ils les contraignent d'être Espagnols contre leur volonté, si ayant droit aussi à la nationalité d'un autre pays ils la préfèrent à celle qu'ils pourraient acquérir en Espagne. Les Cortès ont compris en effet qu'il y aurait eu une véritable inconséquence à maintenir dans un pays régi par des institutions constitutionnelles une législation sortie de cette ancien dogme de la féodalité suivant lequel il suffisait de naître ou de s'établir sur un terri-

se presenta reclamando en nombre de los principios del derecho de gentes contra unas pretenciones incompatibles con la nacionalidad de los Franceses, que, con la intencion de volver a su patria vienen a establecerse en el territorio de la República Argentina.

El infrascripto, cuyo espíritu de moderacion es conocido de V. E. y cuya mision es de conseguir, con la persuacion antes de todo, el abandono de unas doctrinas que la Francia no puede admitir, debe rebatir en primer lugar la preocupacion del Gobierno Argentino; que no consiste el honor de la República en la conservacion de principios antiquados y contrarios a los deberes de justicia, que los pueblos deben llenar unos con otros. No consiste el honor de la República, así como el de todos los Estados del mundo, en adoptar con lealtad los principios que la civilizacion, fruto de la experiencia de las naciones, substituye a los establecidos en tiempos remotos y de barbarie?

Buenos Aires tiene ascendientes en la carrera política, y para citar primero aquel de que procede esta República, la España, cuya legislación sobre los *avecindados* y *domiciliados* es precisamente la autoridad que aquí se invoca, ha reconocido, en fin, los principios consagrados por la equidad. Estos principios, que el abajo firmado no tardará en exponer, que han sido apoyados por el Gobierno Francés cuando se discutieron las reformas introducidas en la constitucion española de 1812, han sido formalmente adoptados por las Cortes, que en su sesion de 11 de Mayo próximo pasado declararon que las siguientes palabras insertas en los párrafos 1 y 2 del artículo 1.º de la Constitucion reformada:—"Son españoles todos los individuos nacidos en España, y los extranjeros que han adquirido un domicilio en un punto cualquiera de su monarquía;" debían entenderse en el sentido de conferir a ambas clases de individuos una facultad, ó bien un derecho, y de ningún modo imponerles una obligacion, ó precízarles a ser españoles contra su voluntad, si, teniendo igual derecho a la nacionalidad de otro país, prefiriese esta a la que podrían obtener en España. Las Cortes comprendieron efectivamente que sería una verdadera inconsecuencia el conservar en un país regido por instituciones constitucionales, una legislación suada de aquel antiguo dogma de la feudalidad, por el cual bastaba nacer, ó establecerse en

toire pour devenir par le serf ou sujet du maître du sol. Et Buenos Ayres dont l'émancipation a inspiré à tous les peuples libres et civilisés un intérêt si public et si général consentirait en conservant l'antique législation espagnole sur les *vecindados et domiciliados* à commettre un pareil contresens avec les principes libéraux qui ont présidé à l'organisation de la République Argentine.—Voilà ce qu'il n'est pas permis au Gouvernement Français de croire possible! Le sousigné ne pourrait-il aussi parmi les aînés de Buenos Ayres citer celui qui croit devoir aujourd'hui lui demander sa renonciation à certaines prétentions inadmissibles, la France, qui a donné plus d'une fois l'exemple de l'abandon généreux et loyal de principes qui n'étaient plus en harmonie avec ceux de puissances amies et qui plus d'une fois aussi a eu l'honneur de proclamer la première des maximes qui ont triomphé d'une civilisation arriérée.

Or, comme il semble maintenant suffisamment prouvé que non seulement l'honneur de la République Argentine ne saurait en aucune façon être blessé par son adhésion aux lois de l'équité et du droit international et qu'au contraire il est intéressé à les reconnaître officiellement, il importe au sousigné, organe du Gouvernement de S. M. le Roi des Français, d'exposer les principes auxquels il espère voir l'Administration de Buenos Ayres souscrire avec empressement et resserrer ainsi les liens qui unissent la France et la République Argentine.

Monsieur le Ministre, le système d'après lequel le Gouvernement de Buenos Ayres entend regarder un étranger comme citoyen Argentin par cela seul que cet étranger réside depuis plus de trois ans sur le territoire de la République, qu'il s'y est marié, qu'il y exerce un métier, qu'il y tient boutique &c. ce système est contraire à l'équité et aux principes du droit international, car il ne tendra à rien moins qu'à dénaturer tous les usages qui vont porter leur industrie à Buenos Ayres.

Sans doute chaque Etat a sa législation propre, et la faculté d'en combiner les dispositions comme il le juge convenable est un droit inhérent à sa souveraineté et à son indépendance; mais ce droit a des limites tracées par la raison: il faut prendre garde que cette législation ne blesse les règles du droit des gens et

un territoire, para hacerse por este mismo serf, ó súbdito del dueño del sitio. Y Buenos Aires, cuya emancipación excitó en todos los pueblos libres y civilizados un interés tan público y general, ¿consentirá en cometer una contrariedad tal con los principios liberales que presidieron á la organización de la República Argentina, conservando la antigua legislación española sobre *vecindados y domiciliados*? He aquí lo que no puede creer posible el Gobierno Francés. ¿No podría igualmente el infrascripto citar entre los antepasados de Buenos Aires, al mismo que creo hoy de su deber recabar la renuncia de ciertas pretensiones inadmisibles, la Francia, que ha dado mas de una vez el ejemplo en el abandono leal y generoso de principios que ya no estaban en armonía con los de las potencias amigas, y que muchas veces tambien ha tenido el honor de ser la primera en proclamar máximas que han triunfado de una civilización antigua?

Apareciendo, pues, de de luego suficientemente comprobado, que el honor de la República Argentina no resultaría en manera alguna vulnerado por su adhesión á las leyes de la equidad y del derecho internacional, y que al contrario está interesada en reconocerlos oficialmente; importa al infrascripto, órgano del Gobierno de S. M. el Rey de los Francés, exponer principios á los que espera apresurará á subscribirse la Administración de Buenos Aires, estrechando así los vínculos que unen á la Francia y la República Argentina.

Señor Ministro, el sistema por el cual el Gobierno de Buenos Aires considera á un extranjero como ciudadano Argentino, por la única razón de que dicho extranjero reside desde mas de tres años en el territorio de la República, que se ha casado en él, que ejerce una profesión, y tiene taller, ó tienda abierta, &c. &c., es contrario á la equidad y á los principios del derecho internacional, pues á nada menos tendería que á desnaturar á todos los europeos que traen á Buenos Aires su industria.

No hay duda que cada Estado tiene su legislación propia, y la facultad de arreglar á ella sus disposiciones, segun lo juzgue conveniente, es un derecho inherente á su soberanía é independencia; pero este derecho tiene sus límites demarcados por la razón: es preciso cuidar de que dicha legislación no ofenda las reglas del

qu'elle ne soit par là de nature á troubler les rapports de bonne intelligence entre l'Etat qui l'a adoptée et les autres Etats: la politique au tant que leur propre intérêt commande á tous d'éviter tout ce qui pourrait leur créer gratuitement à l'extérieur des sujets de querelles et de collision.

En droit un étranger ne peut être dénationalisé malgré lui: pour perdre sa nationalité, il faut qu'il y renonce de lui même ou qu'il fasse des actes qui d'après les lois de sa patrie entraînent avec eux une semblable conséquence. La législation du pays ou cet étranger s'est établi peut bien lui laisser, dans certains cas, la faculté d'opter entre sa nationalité et celle de ce pays mais elle ne doit jamais lui en faire une obligation sous peine de tomber dans l'arbitraire.

D'ailleurs, Monsieur le Ministre, n'y a-t-il pas ici une question de dignité nationale et ne paraît-il pas á V. E. comme au sousigné que le sentiment de cette dignité doit conduire le peuple Argentin á laisser envier et solliciter aux étrangers sa nationalité comme un titre qui doit les honorer et non á la leur imposer comme une nécessité rigoureuse?

La loi française respectant la nationalité de l'étranger né en France lui reconnaît seulement la faculté de réclamer dans l'année qui suit sa majorité la qualité de Français, s'il le juge convenable. Elle n'a pas fait preuve de moins de sagesse en ne considérant l'étranger qui réside dans le royaume comme y ayant établi son domicile, que lorsqu'il l'a demandé lui même, en ne lui imposant pas le domicile comme une sorte de servitude, mais en le lui accordant comme une faveur. Ainsi, la France scrupuleuse observatrice des règles du droit des gens et toujours empressée de les mettre en pratique est d'autant plus fondée á en réclamer l'application des nations qui, comme la République Argentine, ont avec elle des relations d'amitié et de commerce qu'elle en a préalablement fait jouir les étrangers qui se sont établis sur son territoire.

Chez toutes les nations le premier droit des étrangers est la conservation de leur nationalité, et leur premier devoir l'observance de la neutralité: ce droit et ce devoir sont inséparables. A Buenos Aires ou les prétentions de l'Administration sont de leur enlever leur nation-

derecho de gentes, y que no revista un carácter capaz de perturbar las relaciones de buena inteligencia entre el Estado que la adoptó y los demas Estados. La política, del mismo modo que su propio interés, les aconseja evitar cuanto pudiera suscitarles gratuitamente en el exterior motivos de querella y de colisión.

Por derecho un extranjero no puede, sin quererlo, perder su nacionalidad; para que así sea es preciso que el mismo la renuncie, ó bien que se entregue á unos actos que, segun las leyes de su patria, llevan consigo la misma consecuencia. La legislación del país donde se estableció dicho extranjero, puede dejarlo libre en ciertos casos para elegir entre su nacionalidad y la de aquel país, pero jamas imponersela como obligación; só pena de caer en la arbitrariedad.

Por otra parte, Señor Ministro, no hay aquí una cuestión de dignidad nacional, y ¿no parece á V. E. lo mismo que al que subscribe, que el sentimiento de esta dignidad debe conducir al pueblo Argentino á dejar que los extranjeros envidien y soliciten su nacionalidad, como un título que debe honrarles, mas bien que imponersela como una necesidad rigurosa?

La ley francesa, respetando la nacionalidad del extranjero nacido en Francia, solo le reconoce la facultad de reclamar en el año siguiente al de su mayoría la calidad de francés, si le parece conveniente. No ha demostrado menos sabiduría no considerando al extranjero que reside en el reino con domicilio establecido sino despues de haberlo el mismo extranjero solicitado, no imponiéndole el domicilio como una especie de servidumbre, sino concediéndoselo como un favor. Asi la Francia, escrupulosa observadora de las reglas del derecho de gentes, y empeñada siempre en ponerlas en práctica, tiene tanto mayor fundamento para reclamar su aplicación de las naciones, que como la República Argentina, tienen con ella relaciones de amistad y comercio, cuanto que previamente ha hecho gozar de ellas á los extranjeros que se han establecido en su territorio.

En todas las naciones, el primer derecho de los extranjeros es la conservación de su nacionalidad, y su primer deber la observancia de la neutralidad. Este derecho y este deber son inseparables. En Buenos Aires, donde pretenden la Administración arrancarles su nacionali-

nalité sera-t-il conséquent dès lors d'exiger d'eux la neutralité? mais rien n'est plus blessant pour un peuple que ces membres d'une famille étrangère s'immiscent dans ses querelles domestiques, et d'autre part un axiome du droit des gens déclare les étrangers exempts de la milice et des tributs destinés à soutenir les droits de la nation; comment Buenos-Aires viendra-t-elle donc forcer les étrangers, en leur faisant perdre leur nationalité, à une ingérence qu'elle a le droit de repousser et qu'elle repousse en effet: ingérence injurieuse pour elle, onéreuse pour eux, et en même temps contraire à la loi commune des nations. L'histoire de la République est présente à la mémoire du Gouvernement de S. M. comme à celle du Gouvernement Argentín: il veut empêcher le retour de faits déplorable sans nul doute à cette incertitude des droits et des devoirs des étrangers qu'il désire faire cesser en les fixant pour ses nationaux d'une manière positive et conforme aux règles du droit international et à l'équité.

C'est une obligation pour l'étranger de se conformer aux lois du pays qu'il habite, mais il ne peut être question que des lois de police et de sûreté ainsi que des lois sur la propriété et sur le commerce; pour tout le reste il demeure étranger et l'indépendance de sa nationalité se trouve sous la sauvegarde du droit des gens. C'est ainsi que doit s'interpréter la clause du traité de 1825 entre l'Angleterre et la République ou la faculté de résider, de commercer et de faire des établissements dans l'un et l'autre pays est réciproquement accordée aux citoyens respectifs en se conformant aux lois et statuts des deux pays respectivement.

Monsieur le Ministre, le Gouvernement de S. M. le Roi des Français a pensé que le soussigné était tout à fait fondé à réclamer pour ses nationaux l'application des garanties que le traité britannique a fait prévaloir en faveur des Anglais. En effet, la France est aussi pour la République de Buenos Ayres une puissance amie et comme elle ne lui a pas donné moins de témoignages de bienveillance que l'Angleterre, elle a droit à ce que les citoyens français ne soient pas traités plus défavorablement que les sujets britanniques sur le territoire Argentin, d'autant qu'il n'a pas dépendu d'elle qu'une

dad, podrá con consecuencia exigírseles la neutralidad? Pero nada es mas ofensivo para un pueblo, que el que estos miembros de una familia extranjera se mezclen en sus desavenencias domésticas; y por otra parte un axioma del derecho de gentes declara á los extranjeros exentos de la milicia y de los impuestos afectos al sosten de los derechos de la nacion. Como, pues, Buenos Aires forzará á los extranjeros, haciéndoles perder su nacionalidad, á una ingerencia que tiene el derecho de rechazar, y que en efecto rechaza; ingerencia injuriosa para ella; gravosa para aquellos, y al mismo tiempo opuesta á la ley comun de las naciones? La historia de la República está tan presente á la memoria del Gobierno de S. M. como á la del Gobierno Argentino; aquel quiere impedir que se renueven actos deplorables, debidos sin duda alguna á esta incertidumbre sobre derechos y deberes de los extranjeros, que desea hacer cesar, fijando respecto de sus nacionales unos y otros de una manera positiva, y conforme á las reglas de la equidad y del derecho internacional.

El extranjero está obligado á conformarse á las leyes del país que habita, pero esto solo puede tener lugar respecto de las leyes de policía y de seguridad, así como de las sobre propiedad y comercio. Para todo lo demás permanece extranjero, y la independencia de su nacionalidad se halla bajo el amparo del derecho de gentes. Así debe interpretarse la cláusula del tratado entre la Inglaterra y la República, en que se concede reciprocamente á los ciudadanos respectivos la facultad de comerciar y establecerse en uno y otro país, conformándose á las leyes y estatutos de ambos países respectivamente.

Señor Ministro, el Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses ha juzgado que el infrascripto tenía entero fundamento para reclamar en favor de sus nacionales la aplicación de las garantías que el tratado británico ha hecho prevalecer en favor de los Ingleses. En efecto, la Francia también es para la República de Buenos Aires una potencia amiga, y como no le ha dado menos pruebas de benevolencia que la Inglaterra, tiene derecho á que los ciudadanos franceses no sean tratados de un modo menos favorable que los súbditos británicos en el territorio Argentino; tanto mas, cuanto que no ha dependido de ella no haya intervenido

convention ne soit intervenue pour régler d'une manière fixe et légale les relations entre les deux pays.

Le soussigné a sous les yeux un exemplaire du manifeste publié par le Gouvernement Argentin pour faire connaître aux nations du monde les motifs qui légitiment la déclaration de guerre faite au Général Santa Cruz; cet exemplaire est revêtu des signatures autographes de S. E. M. le Gouverneur de la Province de Buenos Ayres et de V. E. et le soussigné y lit ces mots: ".....de un Gobierno que.....escusa su indolencia con la falta de tratados con la Confederacion Argentina, como si las bases de la justicia universal estuviesen sugetas á convenciones....." — L'Administration de Buenos Ayres ne saurait devant de telles paroles se refuser à l'application des lois de la justice universelle réclamée par le Gouvernement Français en faveur de ses nationaux ni surtout objecter l'absence d'un traité dont la France a inutilement désiré la conclusion.

Monsieur le Ministre, le soussigné ne croit pas devoir développer davantage toutes les considérations qu'il vient de présenter à V. E. Le Gouvernement de S. M. le Roi des Français, confiant dans la justice et dans l'amitié de l'Administration de Buenos Ayres, espère qu'elle se désistara de prétentions incompatibles avec la nationalité des Français résidant à Buenos Ayres; mais il a donné l'ordre au soussigné de déclarer à V. E. que dans le cas contraire et quelque regret qu'il dut éprouver en voyant s'altérer les relations de bonne harmonie qui subsistent entre les deux pays, il ne pourrait se dispenser de faire ce que lui dicterait le soin de la dignité et des intérêts de la France.

Agréé &c.

Signé :

AIMÉ ROGER.

una convention que arregle estable y legalmente las relaciones entre ambos países.

El que suscribe tiene á la vista un ejemplar del Manifiesto publicado por el Gobierno Argentino, para dar á conocer á las naciones del mundo las razones que legitiman la declaración de guerra contra el General Santa Cruz. Dicho ejemplar se halla revestido con las firmas autógrafas de S. E. el Sr. Gobernador de la Provincia de Buenos Aires, Encargado de las Relaciones Exteriores de la Confederacion Argentina, y la de V. E.; y en este documento el infrascripto lee las siguientes palabras:—".....de un gobierno que.....excusa su indolencia con la falta de tratados con la Confederacion Argentina, como si las bases de la justicia universal estuviesen sujeta á convenciones...." La Administracion de Buenos Aires, en vista de tales palabras, no puede negarse á la aplicación de las leyes de la justicia universal, reclamada por el Gobierno Francés en favor de sus nacionales, ni menos objetar la falta de un tratado cuya conclusion ha sido deseada en vano por la Francia.

Señor Ministro, el infrascripto cree escusado dar mas extension á las consideraciones que acaba de presentar á V. E. El Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, confiado en la justicia y la amistad de la Administracion de Buenos Aires, espera que desistirá de pretensiones incompatibles con la nacionalidad de los Franceses residentes en Buenos Aires; pero ha ordenado al que suscribe declarar á V. E. que en el caso contrario, y por mas sensible que le sea el ver alterarse las relaciones de buena armonia que existen entre ambos países, no podrá dispensarse de hacer lo que le dicte el cuidado de la dignidad y de los intereses de la Francia.

El infrascripto ruega á V. E. quiera admitir las seguridades de su alta consideracion y de su respeto.

El Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado General.

AIMÉ ROGER.

VIVA LA FEDERACION!

*El Ministro de Relaciones
Exteriores del Gobierno
de Buenos Ayres, En
cargado de las que cor-
responden á la Confe-
deracion Argentina.*

Buenos Ayres, Diciembre 12 de 1838

Año 23 de la Libertad, 22 de la Independencia
y 8 de la Confederacion Argentina.

Al Sr. Cónsul de Francia,

El infrascripto ha recibido y e'evado al conocimiento del Exmo. Sr. Gobernador y Capitan General de la Provincia la nota de S. S. fecha 30 de Noviembre último, en la que, despues de asegurar que con motivo de haber instruido á su Gobierno sobre los hechos referentes al asunto de D. César Hipolito Bacle, y de las leyes y principios en que se funda el Gobierno de Buenos Aires para resistir en tales circunstancias la intervencion del representante de la Francia, y de la penosa sorpresa que el conocimiento de ellos causó al Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, y de entrar en discusion el Sr. Cónsul sobre dichos principios y leyes, citando algunos otros hechos fuera del indicado de D. César Bacle, que le dan la experiencia de que el Gobierno de Buenos Aires, en la marcha de su administracion, no desiste de tales principios; desciende, en cumplimiento de las órdenes positivas que dice ha recibido de su Soberano, y separándose por ahora de los hechos que cita, á reclamar en nombre de los principios del derecho de gentes contra las pretensiones de este Gobierno, por considerarlos incompatibles con la nacionalidad de los Franceses, que con intencion de volver á su Patria vienen á establecerse en el territorio de la República Argentina, y solicitar se conceda á estos la aplicacion de las garantías que el tratado británico ha hecho prevalecer á favor de los ingleses: declarando en conclusion, que en caso de no desistir este Gobierno de tales pretensiones, por mas sentimiento que le cause á S. M. la alteracion de las relaciones de buena armonia que existen entre

VIVE LA FEDERATION!

*Le Ministre des Affaires
Etrangères du Gouver-
nement de Buenos Ay-
res Chargé des Rela-
tions Extérieures de la
Confederation Argenti-
ne.*

Buenos Ayres, le 12 de Décembre 1838.
23 année de la Liberté, 22 de l'Indépendance
et 8me. de la Confederation Argentine.

A Mr. le Consul de France.

Le soussigné a reçu et porté à la connaissance de S. E. M. le Gouverneur et Capitaine Général de la Province de Buenos Ayres la note de votre seigneurie en date du 30 Novembre dernier dans la quelle après avoir affirmé qu'ayant fait part à son Gouvernement des faits relatifs à l'affaire de Mr. C. H. Bacle et des lois et principes sur les quels s'appuie le Gouvernement de Buenos Ayres pour repousser dans une semblable circonstance l'intervention du représentant de la France et la surprise pénible qu'à fait éprouver au Gouvernement de S. M. le Roi des Français la connaissance de ces faits, et dans la quelle M. le Consul, après être entré dans une discussion sur les lois et principes déjà rapportés et avoir cité d'autres faits, outre celui mentionné plus haut de M. C. H. Bacle, qui le convainquent que le Gouvernement de Buenos Ayres, dans la marche de son Administration ne veut point se désister de ces principes continue en disant qu'en raison des ordres formels qu'il a reçus de son souverain et laissant de côté pour un moment les faits qu'il a énoncés, il réclame au nom des principes du droit des gens contre les prétentions de ce Gouvernement qu'il considère comme incompatibles avec la nationalité des français qui viennent avec esprit de retour dans leur patrie, s'établir sur le territoire de la République Argentine et demande qu'on leur accorde l'applicacion des garanties que le traité britannique a fait prévaloir en faveur des sujets anglais; il déclare en terminant que dans le cas ou ce Gouvernement n'abandonnerait pas de semblables prétentions, quelque regret que dut éprouver S. M. en voyant s'altérer les relations de bonne harmonie qui subsistent entre les deux

ambos paises, no podrá dispensarse de hacer cuanto le dictasen las exigencias de la dignidad y de los intereses de la Francia.

Las urgentisimas atenciones que en el dia ocupan al Gobierno, la gravedad é importancia de la materia á que es referente la nota del Sr. Cónsul, y el examen pro'ijo de antecedentes que sobre aquella misma han ocurrido anteriormente, y que deben traerse á la vista para contestar la citada nota del Sr. Cónsul de Francia, no permiten al Gobierno expedirse con la brevedad y premura que solicita S. S.: y por tales consideraciones S. E. el Sr. Gobernador ha ordenado al infrascripto le manifieste, que tendrá la complacencia de satisfacer los deseos de S. M. el Rey de los Franceses, tan luego que le sea posible ocuparse de ellas con la detencion que exigen la trascendencia de los varios puntos que en ella toca el Sr. Consul, y las relaciones de amistad y buena inteligencia entre ambos Estados.

Dios guarde á S. S. muchos años.

FELIPE ARANA.

*Consulat Général de
France á Buenos
Ayres.*

Buenos Ayres, Decembre 13 de 1837.

A S. E. M. le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de Buenos Ayres Chargé des Relations Extérieures de la Confédération Argentine.

Le soussigné Consul de France, Gérant par intérim le Consulat Général de France á Buenos Aires, á reçu la lettre que V. E. lui a adressée hier 12 du courant et il s'empresse d'y faire une réponse qui prouvera au Gouvernement de Buenos Aires combien est sincere son désir de voir un différend grave et désagréable se terminer d'une manière conforme aux antécédents d'amitié qui unissent la France et la République Argentine ainsi qu'aux sentimens de Justice qui doivent étre communs á deux Etats civilisés.

S. E. Mr. le Gouverneur et Capitaine Général de la Province a ordonné á V. E. de faire

pays, Elle ne pourrait se dispenser de faire ce que lui dicterait le soin de la dignité et des intérêts de la France.

Les affaires extrêmement urgentes qui absorbent aujourd'hui l'attention du Gouvernement, la gravité et l'importance de la question que souleve l'office de M. le Consul et l'examen réfléchi des notes antérieurement échangées sur la meme question et qu'il est nécessaire de parcourir pour répondre á celle de M. le Consul ne permettent pas au Gouvernement de se prononcer aussi promptement que le demande votre seigneurie. Par toutes ces considérations S. E. M. le Gouverneur a ordonné au soussigné de dire á votre seigneurie qu'elle aura la satisfaction de se rendre aux désirs de S. M. le Roi des Français, aussitôt qu'il pourra s'occuper de cette affaire avec toute l'attention nécessaire et que le lui permettront l'extreme importance des différents points que souleve M. le Consul et les relations d'amitié et de bonne intelligence qui existent entre les deux pays.

Dieu garde votre seigneurie de longues années.

signé: PHILIPPE ARANA.

*Consulado General de
Francia en Buenos
Ayres.*

Buenos Ayres, Diciembre 13 de 1837.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Gobierno de Buenos Ayres, Encargado de las Relaciones Exteriores de la Confederacion Argentina.

El infrascripto, Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado General de Francia en Buenos Aires, ha recibido la nota que V. E. le ha dirigido ayer 12 del corriente, y se apresura á contestarla de un modo que probará al Gobierno de Buenos Aires cuan sincero es su deseo de ver terminada una diferencia grave y desagradable, de una manera conforme á los antecedentes de amistad que unen la Francia á la República Argentina, y á los sentimientos de justicia que deben ser comunes á dos estados civilizados.

S. E. el Señor Gobernador y Capitan General de la Provincia ha ordenado á V. E. haga

savoir au soussigné que "les occupations très sérieuses de l'administration Buenos Airienne ainsi que la gravité des principes dont le Gouvernement Français réclame la reconnaissance ne lui permettent pas de répondre aussi promptement qu'il le désire à sa note du 30 du mois dernier, mais que S. E. Mr. le Gouverneur satisfait avec empressement aux désirs de S. M. le Roi des Français aussitôt qu'il lui sera possible de s'en occuper avec l'attention qu'exigent l'importance des diverses questions soulevées par le Consulat et la conservation des relations d'amitié et de bonne intelligence entre les deux nations."

Après avoir murement réfléchi sur la réponse du Gouvernement Argentin et avoir de nouveau pesé avec attention les termes des instructions du Gouvernement de son souverain, le soussigné, entrant sans hésiter dans le fond de la question, présentera à V. E. quelques observations dont elle ne saurait nier la force.

Si le Gouvernement de S. M. avait donné au soussigné l'ordre de combattre des principes peu conformes aux lois du droit des gens, mais jusqu'à ce jour sans application blessante, il pourrait, prenant en considération les occupations délicates et multipliées de l'administration de Buenos Aires, retarder l'époque d'une discussion nécessaire toutefois; mais tel n'est pas le cas; cette discussion est désormais inévitable, car des faits nombreux sont venus prouver que dans la pratique, le Gouvernement Argentin ne reculait pas devant des principes inadmissibles; et le Gouvernement Français en prescrivant au soussigné de réclamer de celui de Buenos Aires l'abandon de doctrines contraires à l'équité et au droit international a eu surtout en vue d'arriver sans retard à l'intervention de son représentant dans des affaires dont la conclusion ne saurait être différée.

Ainsi donc tant que les faits subsisteront le soussigné ne pourra prendre sous sa responsabilité l'ajournement d'une discussion qu'il a reçu l'ordre d'entamer immédiatement. Cependant toujours guidé par des sentiments de modération et d'amitié pour la République, et dans le but de prouver au Gouvernement de Buenos Aires qu'il n'a rien de plus à cœur que d'éviter de lui créer de nouveaux embarras, il prendrait sur lui cet ajournement si l'administration

saber al infrascripto, que "las ocupaciones muy serias de la Administracion de Buenos Aires, asi como la gravedad de los principios, cuyo reconocimiento reclama el Gobierno Francés, no le permiten responder tan pronto como se desea á la nota del 30 del último mes; pero que S. E. el Señor Gobernador satisfará con empeño los deseos de S. M. el Rey de los Franceses, tan pronto como le sea posible ocuparse de ella con la atención que requiere la importancia de las diversas cuestiones suscitadas por el infrascripto, y la conservación de las relaciones de amistad y buena inteligencia de ambas Naciones."

Después de haber reflexionado detenidamente sobre la respuesta del Gobierno Argentin, y de haber considerado de nuevo con atención los términos de las instrucciones de su Soberano, el infrascripto, entrando sin trepidar en el fondo de la cuestión, presentará á V. E. algunas observaciones, cuya fuerza no podrá negar.

Si el Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses hubiese dado al infrascripto la orden de combatir principios poco conformes á las leyes del derecho de gentes, pero hasta hoy sin aplicación gravosa, podría, tomando en consideración las ocupaciones multiplicadas y delicadas de la Administracion de Buenos Aires, retardar la época de una discusión de todos modos necesaria; pero no es este el caso esta discusión es ya inevitable desde que hechos numerosos han venido á probar que en la practica el Gobierno Argentin no retrocede de unos principios inadmisibles, y el Gobierno Francés, prescribiendo al infrascripto reclame del de Buenos Aires el abandono de doctrinas contrarias á la equidad y al derecho internacional, ha tenido principalmente en vista arribar sin demora á la intervencion de su Representante, en asuntos cuya conclusion no puede ser diferida.

Así, pues, mientras subsistan los hechos, el que suscribe no puede tomar bajo su responsabilidad la prorrogacion de una discusión que ha recibido la orden de entablar inmediatamente. Sin embargo, guiado siempre por sentimientos de moderação y de amistad hacia la República, y con el objeto de probar al Gobierno de Buenos Aires, que en nada tiene mas empeño que en evitar la creacion de nuevos embarras, tomará sobre sí esta prorrogacion si el

de Buenos Aires consentait dès aujourd'hui à suspendre l'application de ses prétentions.

Si le Gouvernement Argentin ordonnait 1.º la mise en liberté du Sr. Bacle. 2.º La restitution aux Srs. Martin Larre et Jourdan Pons, qui habitent la guardia de Lujan, de leurs certificats d'immatriculation et l'exonération provisoire du service des milices qui leur est imposé. 3.º La comparution immédiate du Sr. Pierre Lavie devant des juges chargés de constater sa culpabilité ou son innocence sur la quelle sa probité connue laisse peu de doute; le soussigné n'opposerait aucun obstacle au désir exprimé dans la note de V. E. du 12 du courant de remettre à une autre époque la discussion des prétentions de l'administration de Buenos Aires qui déclarerait d'ailleurs, en accédant à la proposition du soussigné, entendre donner seulement à S. M. le Roi des Français une preuve d'amitié et du désir de conserver les bonnes relations entre la France et la République, et nullement créer un nouvel antécédent dont on put tirer avantage dans la discussion à intervenir.

La transaction que le soussigné propose n'a rien d'exagéré ni d'incompatible avec la dignité de la nation Argentin, et quelques mots suffiront pour prouver quelle est conforme à la justice, à l'humanité comme aussi à l'amitié des deux Gouvernements. 1.º La liberté immédiate du Sr. Bacle est prescrite par l'humanité; car le soussigné qui ignore si V. E. en est instruite, lui fera savoir que les jours de malheur sont gravement compromis et que l'administration de Buenos Aires, si elle ne se hâte, le verra mourir sous le poids d'une longue détention. 2.º Qu'importe au Gouvernement de Buenos Aires d'exempter provisoirement du service de la milice les deux deus français (Martin Larre et Jourdan Pons) qui, par une inexplicable exception, peut être même par erreur, mais dans tous les cas contrairement au décret apposé par M. L'Inspecteur General d'armes lui même sur le certificat d'immatriculation du Consulat de France, y ont été placés par ordre d'une autorité subalterne de la campagne. 3.º Le Sr. Pierre Lavie est un honnête homme; il est aimé et estimé de tous ceux qui le connaissent, et plusieurs de ses compatriotes sont venus supplier le soussigné de proposer toute leur fortune pour caution de sa li-

Gobierno de Buenos Aires consiente desde hoy en suspender la aplicacion de sus pretensiones.

Si el Gobierno Argentin ordena: 1.º La libertad del Sr. Bacle. 2.º La restitucion de sus certificados de matricula á los Sres. Martin Larre, y Jourdan Pons, que habitan la Guardia de Lujan, y su exoneration provisoria del servicio de las milicias que les ha sido impuesto. 3.º La comparecencia inmediata del Señor Pedro Larre ante los jueces encargados de hacer constar su culpabilidad ó su inocencia, sobre la que su probidad bien conocida deja poca duda; el infrascripto no opondria desde luego obstáculo alguno al deseo expresado en la nota de V. E., de 12 del corriente, de transferir á otra época la discusion de las pretenciones de la Administracion de Buenos Aires; que mostraria ademas, al acceder á la proposicion del infrascripto, que solamente trataba de dar á S. M. el Rey de los Franceses una prueba de amistad y del deseo de conservar las buenas relaciones entre la Francia y la República, y de ningun modo de crear un nuevo antecedente de que podria sacarse ventajas en la futura discusion.

Nada tiene de exagerada la transacion que el infrascripto propone, ni de incompatible con la dignidad de la Nacion Argentina, y pocas palabras bastarán para probar que ella es conforme á la justicia, á la humanidad y á la amistad de ambos Gobiernos. 1.º La libertad inmediata de Bacle está prescripta por la humanidad, porque el infrascripto, que ignora si V. E. está instruido de ello, debe hacerle saber, que los dias de este desgraciado se hallan gravemente amenazados, y que si la Administracion de Buenos Ayres no lo impide, le verá morir bajo el peso de tan larga prision. 2.º ¿Qué importa al Gobierno de Buenos Ayres eximir provisoriamente del servicio á los dos únicos Franceses, (Martin Larre, y Jourdan Pons,) quienes por una inexplicable excepcion, quizá por un error, pero en todo caso en contrariedad por el decreto dado por el Sr. Inspector General de Armas sobre el certificado de matricula del Consulado de Francia, han sido colocados en la milicia por orden de una autoridad subalterna de la Campaña? 3.º El Sr. Pedro Lavie es un hombre honrado, es querido y apreciado por todos los que le conocen, y muchos de sus compatriotas han suplicado al infrascripto ofrezca toda su fortuna en caucion de su libertad provisoria. En consideracion á

berté provisoire. Devant d'honorables antécédents et devant l'intérêt que cet homme inspire, n'est il par convenable de hâter l'enquête qui comme il y a tout lieu de l'espérer, le lavera d'accusations graves, le soussigné pourrait peut-être même dire irréfléchies.

Monsieur le Ministre, le beau côté de la mission de V. E. et de celle du soussigné est de maintenir intactes les relations intimes entre deux nations qui ont des rapports si nombreux de mœurs, de caractère et de religion. Le soussigné espère donc que V. E. l'aidera de toute son influence pour déterminer l'acceptation des propositions qu'il prend sur lui de faire au Gouvernement de Buenos Ayres. Si cependant contrairement à l'espoir du soussigné, V. E. ne pouvait parvenir à obtenir le consentement de S. E. Mr. le Gouverneur à ces propositions qui lui sont dictées par son esprit de conciliation, il prie V. E. de vouloir bien l'en informer immédiatement, parce qu'alors, dans la nécessité de se conformer à la lettre des instructions du Gouvernement de S. M. le Roi des Français et quelque vif que fut son regret de ne pas pouvoir consentir à retarder plus long temps la discussion des importantes questions qu'il a soumises au Gouvernement de Buenos Ayres, il devrait passer outre et réclamer immédiatement la reconnaissance des principes en vertu desquels il exigerait ensuite la justice due à ses compatriotes; le soussigné ne pouvant regarder les affaires difficiles du Gouvernement de la République comme un motif suffisant de ne s'expliquer à l'égard des Français que lors qu'il le jugera à propos, et considérant la discussion, que pour sa part il appelle, comme une des affaires les plus difficiles que la République ait à traiter, elle ne peut en effet en avoir de plus sérieuse.

Le soussigné prie S. E. Mr. le Ministre des Relations Extérieures d'agréer les nouvelles assurances de sa haute considération.

Signé: AIME ROGER.

estos honrosos antecedentes, y al interés que este hombre inspira, ¿no es acaso conveniente apresurar la averiguación, que como hay motivo de esperar, lo absolverá de acusaciones graves, y que el infrascripto podría aun llamar irreflexivas?

Señor Ministro, la parte mas bella de la misión de V. E. y de la del infrascripto es mantener intactas las relaciones íntimas entre dos naciones ligadas por tan numerosos vínculos de costumbres, carácter y religion. El infrascripto espera pues que V. E. usará de todo su influjo para determinar la aceptación de las proposiciones que el infrascripto toma sobre sí hacer al Gobierno de Buenos Ayres. Si a pesar de esto, y contra las esperanzas del infrascripto, V. E. no llega á obtener el consentimiento de S. E. el Sr. Gobernador á estas proposiciones que le han sido dictadas por un espíritu de conciliación, ruega á S. E. lo informe de ello inmediatamente, porque entonces en la necesidad de conformarse á la letra de las instrucciones del Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, y por vivo que le sea el pesar de no poder consentir en retardar por mas tiempo la discusión de las importantes cuestiones que ha sometido al Gobierno de Buenos Ayres, deberá mas adelante reclamar inmediatamente el reconocimiento de los principios, en virtud de los cuales exigirá despues la justicia debida á sus compatriotas: no pudiendo mirar el infrascripto los asuntos difíciles del Gobierno de la República como un motivo suficiente para no explicarse respecto de los Franceses hasta que lo juzgue conveniente; y considerando la discusión que ha suscitado por su parte uno de los asuntos mas difíciles de que tenga que tratar la República; en efecto no puede tener otro mas serio.

Aceptad, Señor Ministro, las nuevas seguridades de mi alta consideración.

El Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado General.

AIME ROGER.

Consulat Général de
France à Buenos
Ayres.

Buenos Ayres le 22 Decembre 1836.

A S. E. M. le Ministre des Relations Extérieures du Gouvernement de Buenos Ayres Chargé des Affaires Etrangères de la Confédération Argentine.

MONSIEUR LE MINISTRE.

Le soussigné Consul de France, Gérant par interim le Consulat Général de France à Buenos Ayres, se voit dans la pénible obligation de donner avis à V. E. qu'il vient d'apprendre qu'un de ses nationaux, le Sr. Salvat Garrat, résidant à la Guardia de Lujan, a été incorporé dans la milice. Il faut ajouter ce nouveau fait à ceux contre lesquels le soussigné a déjà réclamé dans les notes qu'il a antérieurement adressées au Gouvernement Argentin et qui sont encore sans réponse. Et il est d'autant plus désagréable au soussigné de prendre officiellement acte de ce fait qu'il doit transmettre au gouvernement de Buenos Ayres par la même occasion un Décret rendu par le gouvernement de la République de l'Equateur qui accorde à la France, jusqu'à la conclusion d'un traité de navigation et de commerce, les privilèges, franchises et immunités accordées ou à accorder à la nation la plus favorisée.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à V. E. les assurances de sa considération la plus distinguée.

Le Consul de France Gérant par interim le Consulat General.

Signé: AIME ROGER.

La Sénat et la Chambre des Representans de la République de l'Equateur réunis en Congrès,—

DÉCRÉTENT—

Article Unique: Jusqu'à la conclusion d'un traité entre l'Equateur et S. M. le Roi des Français, les agens diplomatiques et consulaires de la France, ses citoyens de toutes classes ses navires et marchandises jouiront dans l'

Consulado General de
Francia en Buenos
Ayres.

Buenos Ayres, Diciembre 12 de 1837.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores de Buenos Ayres, Encargado de las de la Confederacion Argentina.

SEÑOR MINISTRO.

El infrascripto, Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado General de Francia en Buenos Ayres, se halla en la penosa obligación de poner en conocimiento de V. E. que acaba de saber que uno de sus conciudadanos, el Sr. Salvat Garrat, residentes en la Guardia de Lujan ha sido incorporado en la milicia. Es preciso agregar este nuevo hecho á aquellos contra los que el infrascripto ha reclamado ya en las notas que ha dirigido anteriormente al Gobierno Argentino, y que aun no se han contestado. Es tanto mas desagradable al infrascripto el tomar parte oficial en este hecho, cuanto se halla en el deber de transmitir al Gobierno de Buenos Ayres, en esta misma ocasión, un decreto dado por el Gobierno de la República del Ecuador, que concede á la Francia, hasta la conclusion de un tratado de navegación y comercio, los privilegios, franquicias é inmunidades concedidas ó por conceder á la nacion mas favorecida.

El infrascripto aprovecha esta ocasión para reiterar á V. E. las protestas de su mas distinguida consideración.

El Consul General de Francia Encargado interinamente del Consulado General.

AIME ROGER.

El Senado y Cámara de Representantes de la República del Ecuador, reunidos en Congreso.

DÉCRETAN:—

Artículo Unico: Mientras se concluya un nuevo tratado entre el Ecuador y S. M. el Rey de los Franceses, los Agentes diplomáticos y consulares de la Francia, sus ciudadanos de todas clases sus buques y mercaderías, gozarán

Equateur de tous les privilèges franchises et immunités accordées ou qui seraient accordées à ceux de la nation la plus favorisée.

Donné à Quito le 7 de Avril 1837.

Le Président du Sénat Le Président de la Chambre des R.
JUAN JOSE FLORES. JOSE MARIA DE SANTISTEVAN.
Le Sénateur-Secrétaire Le Député Secrétaire de la C. des R.
Angel Tolo. Manuel Ignacio Pareja.

Palais du Gouvernement à Quito le 13 Avril 1837.

Qu'il soit exécuté :

VICENTE ROCAFUERTE.

Par S. E. le Président de la République

Le Ministre de l'Intérieur

B. DARTE.

Pour copie conforme.—DARTE.

Pour copie conforme pour le Consul de France.

LEONCE LEVRAND.

Pour copie conforme le Consul de France Gérant par intérim le Consulat Général

Aimé Roger.

Consulat Général de }
France à Buenos }
Aires.

Buenos Aires, le 5 Janvier 1838.

A S. E. M. le Ministre des Relations Extérieures du Gouvernement de Buenos Aires Chargé des Affaires Etrangères de la Confédération Argentine.

MONSIEUR LE MINISTRE.

Le soussigné Consul de France Gérant par intérim le Consulat Général de France à Buenos Aires n'ayant reçu qu'une réponse dilatoire aux notes que par ordre formel il a adressées à l'administration de Buenos Aires, il y a déjà plus d'un mois, se voit dans la nécessité de protester contre un silence blessant pour le Gouvernement de S. M. le Roi des Français et vient en réclamer officiellement la cessation immédiate.

La France n'a pour Buenos Aires que des sentiments de bienveillance; elle ne demande et ne veut rien exiger de contraire à l'honneur d'un peuple qu'elle estime; elle ne réclame pour elle que l'exécution des lois de la justice et du droit des gens dont jouissent des nations qui n'ont pas donné à la confédération argenti-

en el Ecuador de todos los privilegios, franquicias é inmunidades acordadas, ó que se acordasen entre tanto á los de la nacion mas favorecida.

Dado en Quito á 7 de Abril de 1837.

El Presidente del Senado. El Presidente de la Cámara de RR
JUAN JOSE FLORES. JOSE MARIA DE SANTISTEVAN.
El Senador Secretario El Diputado Secretario de la C. de RR
Angel Tolo. Manuel Ignacio Pareja.

Palacio de Gobierno en Quito á 13 de Abril de 1837.

Ejecútese :

VICENTE ROCAFUERTE.

Por S. E. el Presidente de la República.

El Ministro del Interior.

B. DARTE.

Es copia.—DARTE.

Es copia.—Por el Sr. Cónsul de Francia.

LEONCE LEVRAND.

Es copia, El Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado.

Aimé Roger.

Consulado General de }
Francia en Buenos }
Aires.

Buenos Ayres, 5 de Enero de 1838.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Gobierno de Buenos Ayres, Encargado de los Negocios Extranjeros de la Confederación Argentina.

SEÑOR MINISTRO.

No habiendo recibido el abajo firmado Cónsul de Francia, desempeñando interinamente el Consulado General de Francia en Buenos Aires, sino una contestación dilatoria á las notas que por orden formal dirigí á la Administración de Buenos Ayres há mas de un mes, se vé en la necesidad de protestar contra un silencio ofensivo al Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, y reclamar oficialmente su cesación inmediata.

La Francia solo abriga hacia Buenos Ayres sentimientos de benevolencia; no pide ni exige cosa alguna contraria á la dignidad de un pueblo que estima: solo reclama para sí la ejecución de las leyes de la justicia y del derecho de gentes de que gozan otras naciones que no han dado á la Confederación Argentina mayo-

no plus de témoignages d'affection et qui ne sont ni plus puissantes ni plus généreuses; elle considère comme odieux l'abus de la force: mais après avoir donné suffisamment de preuves de modération à la République pendant ces dernières années, la France verrait sa dignité compromise si elle tolérât plus longtemps les témoignages hostiles d'un mauvais vouloir que rien ne saurait justifier.

Le soussigné espère encore que le Gouvernement de Buenos Aires adoptera enfin des sentiments plus conformes aux devoirs que le droit des gens, la politique et l'intérêt imposent aux nations; mais s'il ne recevait pas de réponse à cette dernière réclamation qu'il adresse à V. E., il ne s'exposerait plus désormais à un nouveau manque d'égards et attendrait en silence les conséquences d'un état de choses intolérable; conséquences que malgré ses plus ardens desirs et ses nombreux efforts il n'aurait pu écarter.

Le soussigné aura d'ailleurs l'honneur de faire savoir à V. E. que le Sr. César Hypolite Bacle a succombé hier à 7 du soir aux souffrances d'une longue captivité dont les motifs lui ont encore inconnus et qu'il s'est vu dans la nécessité de procurer un asile à la famille de ce malheureux réduite désormais à la plus complète misère.

Le soussigné à l'honneur &c.

Le Consul de France Gérant par intérim le Consulat Général.

Signé:

AIMÉ ROGER.

VIVA LA FEDERACION!

Et Ministro de Rela. }
ciones Exteriores. }

Buenos Ayres, Enero 8 de 1838.
Año 28 de la Libertad, 22 de la Independencia
y 8 de la Confederación Argentina.

Al Sr. Cónsul Encargado interinamente del Consulado General de Francia en esta ciudad.

El Exmo. Sr. Gobernador de la Provincia Encargado de las Relaciones Exteriores de la Confederación Argentina, ha tomado en consi-

res testimonios de buena disposición, y que no son ni mas poderosas ni mas generosas: ella considera odioso el abuso de la fuerza; pero después de haber dado á la República suficientes pruebas de moderación durante estos últimos años, la Francia vería comprometida su dignidad si tolerase por mas tiempo los testimonios hostiles de una mala disposición que nada puede justificar.

El abajo firmado aun espera que el Gobierno de Buenos Ayres adopte al fin sentimientos mas conformes á los deberes que el derecho de gentes, la política é interés prescriben á las naciones: mas si no recibiese contestación á esta última reclamación que dirige á V. E., no se expondrá á una nueva falta de atención, y esperará en silencio las consecuencias de un estado de cosas intolerables, consecuencias que á despecho de sus mas ardientes deseos y repetidos esfuerzos no habrá podido evitar.

El abajo firmado tendrá además el honor de participar á V. E. que el Sr. César Hipolito Bacle sucumbió ayer á las siete de la tarde á los padecimientos de una larga prision, cuyas causas le son aun desconocidas, y que se ha visto en la necesidad de procurar un asilo á la familia de este desgraciado reducida desde luego á la mas completa miseria.

El abajo firmado ruega á V. E. acepte las seguridades de su perfecta consideración.

El Cónsul de Francia, desempeñando interinamente el Consulado General.

AIMÉ ROGER.

VIVE LA FEDERATION!

Le Ministre des Affai- }
res Etrangères. }

Buenos Ayres, le 8 de Janvier 1838.
28 année de la Liberté, 22 de l'Indépendance
et 8me. de la Confederation Argentine.

A M. Le Consul, Gérant par intérim le Consulat Général de France à Buenos Aires.

Son Excellence Mr. le Gouverneur de la Province Chargé des Relations Extérieures de la Confédération Argentine a pris en considéra-

deracion la nota que S. S. ha tenido á bien dirigir al infrascripto, con fecha 30 de Noviembre último, en la que, despues de manifestarle que habiendo expresado con exactitud á su Gobierno los principios en que se fundaba el de esta Provincia, para resistir la intervencion del Consulado de Francia en el asunto de D. César Hipólito Bacle, el Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses experimentó una penosa sorpresa al leer el relato de las pretensiones del Gobierno Argentino, y tal vez hubiera esperado en la practica de la Administracion de Buenos Ayres se apartase de semejantes doctrinas, si los hechos que el Sr. Consul ha tenido el deber de señalar no hubiesen venido á darle una sensible certesa de lo contrario; y despues de continuar diciendo, q' en esta virtud, dejando por ahora á un lado los hechos que el Sr. Consul apunta ligeramente en su nota, se contrae con forme á las órdenes positivas que tiene recibidas de su Gobierno, á reclamar en nombre de los principios del derecho de gentes contra sus pretensiones incompatibles con la nacionalidad de los Franceses, que con la intencion de volver á su patria vienen á establecerse en el territorio de la Republica Argentina; y concluye el Sr. Consul expresando que cree escusado dar mas extension á las consideraciones que presenta el infrascripto, y que el Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, confiado en la justicia y la amistad de la Administracion de Buenos Aires, espera que ella deisirá de tales pretensiones: pero que le ha dado orden á S. S. de declarar al infrascripto, que en el caso contrario y por mas sentimiento que le causare ver que se alterasen las relaciones de buena armonia que existen entre ambos países, que con todo no podrá dispensarse de hacer cuanto le dicten las exigencias de la dignidad y de los intereses de la Francia.

Un relato tan inesperado como el que hace el Sr. Consul, Encargado interinamente del Consulado General de Francia, ya de la penosa sorpresa que experimentó S. M. el Rey de los Franceses, al leer su exposicion que no puede haber sido de las pretensiones del Gobierno Argentino, porque no tiene ningunas con respecto á los asuntos á que se refiere sino de la justa y bien fundada resistencia á pretensiones exorbitantes y totalmente contrarias al derecho de gentes; ya de la esperanza que talvez hubiera concebido S. M. de que este Gobierno

tion la note que votre seigneurie a bien voulu lui adresser le 30 Novembre dernier, et dans la quelle elle lui annonce qu'ayant donné au Gouvernement de S. M. le Roi des Français une connaissance exacte des principes sur les quels s'appuie celui de cette province pour repousser l'intervention du Consulat de France dans l'affaire de Mr. César Hypolite Bacle, il a éprouvé un étonnement pénible à la lecture de l'exposé des prétentions de l'Administration Argentine, et aura peut être espéré la voir abandonner dans la pratique de semblables doctrines, si les faits qu'il a été du devoir de Mr. le Consul de lui signaler, n'étaient venus lui donner la triste certitude du contraire; puis M. le Consul dit que dans cet état de choses, et laissant pour un moment de côté les faits qu'il rappelle en passant dans sa note, il se borne, conformément aux ordres formels qu'il a reçus de son Gouvernement, à réclamer au nom des principes du droit des gens contre des prétentions incompatibles avec la nationalité des français qui viennent, avec espoir de retour s'établir sur le territoire de la République Argentine; Mr. le Consul exprime en terminant qu'il croit inutile de développer d'avantage les considerations qu'il expose au sousigné, que le Gouvernement de S. M. le Roi des français, confiant dans la justice et dans l'amitié de l'Administration Buenos Airienne espère qu'elle renoncera à de telles prétentions, mais qu'il a donné ordre à sa seigneurie de déclarer au sousigné que dans le cas contraire et quelque regret qu'il dut éprouver en voyant s'altérer les relations de bonne harmonie qui subsistent entre les deux pays, il ne pourroit cependant se dispenser de faire ce que lui dicterait le soin de la dignité et des intérêts de la France.

Un récit au si inattendu que celui que fait Mr. le Consul, Chargé par intérim du Consulat Général de France, soit du pénible étonnement qu'a éprouvé S. M. le Roi des Français à la lecture de l'exposé qu'il lui a fait, exposé qui ne peut avoir été celui des prétentions du Gouvernement Argentino, puisque ce gouvernement n'en a aucune dans les affaires qui y sont citées, mais celui d'une résistance juste et bien fondée à des prétentions exorbitantes et tout à fait contraires au droit des gens; soit de l'espoir que peut être aurait pu concevoir S. M. de voir ce Gouver

en la practica de su administracion se apartase de los principios sobre que están dictadas las leyes del país, por las cuales usando de una liberalidad con los extrangeros que no se ha conocido ni conoce en parte alguna de la Europa, se les permite sin previo tratado alguno al efecto, no solo el comercio con esta República, y que entren y salgan libremente los que sean transeuntes, bajo las garantias del derecho de gentes que se observan en los países mas cultos del mundo, sino tambien que puedan con la misma libertad establecerse en ella, entrando por este solo hecho á formar una parte de la sociedad Argentina con todos los gozes civiles que son concedidos á los naturales, y de consiguiente quedando por un principio de rigurosa justicia y de necesidad social, sujetos á las mismas cargas de igual naturaleza á que lo estan estos. Un relato tan inesperado al cabo de seis para siete años que han corrido despues de las contestaciones que tuvieron lugar á fines de 1830 entre este Gobierno y el Consul General de Francia, en vista de la manera como ellas terminaron relativamente al modo como debian ser considerados los Franceses establecidos en la República, en vista del silencio y aquiescencia en todo este tiempo de los Cónsules Generales de la misma nacion en óden á los principios que entonces como ahora, y siempre sostuvo el Gobierno de esta Provincia. En cargo de las Relaciones Exteriores, y sobre todo en vista de la conformidad y particular contento con la política de este Gobierno hacia los extrangeros, que de un modo público y oficial manifestó el finado Marqués de Vias de Peysac, último Cónsul General, y primer Encargado de Negocios de la Francia, no ha podido menos que poner en conflicto, el juicio del Exmo. Sr. Gobernador.

S. E. al recorrer estas circunstancias no alcanza á percibir el motivo, ó fundamento de esa sorpresa experimentada por S. M. el Rey de los Franceses, ni de esa esperanza que dice el Sr. Cónsul habria tal vez formado; y cree S. E. que si en el año de 1831 hubiese considerado S. M. contrarias al derecho de gentes las leyes y disposiciones de esta República relativas á los extrangeros que se establecen libremente en ella, habria hecho entonces la correspondiente reclamacion por medio de un Ministro ó Agente Diplomático enviado *ad hoc*, como debia ser segun el uso de las naciones; por

vernement abandonner dans ses actes administratifs les principes sur les quels sont basées les lois du pays, en vertu des quelles les étrangers traités avec une générosité qu'on n'a jamais eue, et qu'on n'a encore dans aucune partie de l'Europe peuvent commercer dans cette République, et s'ils sont transeuntes y entrer et en sortir sans entraves sous les garantias du droit des gens consacré dans les pays les plus civilisés, mais encore s'établir librement sur le territoire, et étant admis ainsi à faire partie de la société argentine avec tous les droits accordés aux naturels doivent être par conséquent soumis par un principe de justice rigoureuse et de nécessité sociale aux charges de même nature que celles auxquelles sont assujétis les habitants; un récit aussi inattendu, après les 6 ou 7 années qui se sont écoulées depuis la discussion qui eut lieu à la fin de 1830 entre ce Gouvernement et le Consul Général de France, surtout si l'on considère comment se termina cette discussion relativement à la manière dont les Français établis dans la République doivent être traités; si l'on considère le silence et l'aquiescement pendant tout ce laps de tems des Consuls Généraux de la nation Française, quant aux principes qu'à cette époque comme aujourd'hui a soutenus et soutiendra toujours l'Administration de cette Province. Chargée des relations extérieures; et principalement si l'on observe qu'à propos du système suivi par le gouvernement à l'égard des étrangers, feu Mr. le Marquis de Vias de Peysac, dernier Consul Général et premier Chargé d'Affaires de France manifesta d'une manière publique et officielle son approbation et sa satisfaction toute particulière, un tel récit a dû nécessairement jeter son Excellence dans une grande perplexité.

M. le Gouverneur en se rappelant toutes ces circonstances ne peut parvenir à expliquer le motif ou l'origine de l'étonnement éprouvé par S. M. le Roi des Français, ni l'espérance qu'au dire de M. le Consul S. M. aurait pu concevoir, et S. E. croit que si en 1831 le Gouvernement Français eut jugé contraires au droit des gens les lois et décrets de cette République relatifs aux étrangers qui viennent s'y établir volontairement, il aurait dans ce cas fait les réclamations d'usage par la voie d'un Ministre ou d'un agent diplomatique envoyé *ad hoc*, comme le voulait la coutume des nations; car

cuanto no se contrae tal reclamacion á uno ó mas hechos particulares de los que están bajo la inspeccion consular, sino á exigir el destitución y variación de los principios generales que reglan la economía y política interior de esta República sobre las circunstancias que constituyen el domicilio en ella.

Creo tambien, que en caso de no considerar S. M. necesario el Enviado *ad hoc*, habria encargado esta reclamacion al Sr. Marqués de Vins de Peyzac, Cónsul General y primer Encargado de Negocios de Francia cerca de este Gobierno, aprovechando circunstancias de tranquilidad y reposo en ambos estados para tratar con toda detencion y serenidad un asunto, en que únicamente debia presidir el espíritu de justicia sobre los derechos que asisten á cada estado, por razon de su soberanía é independencia; y no habria dejado S. M. correr tantos años para encomendarlo á un Encargado interinamente del Consulado General de Francia, sin credencial alguna, y en circunstancias en que por la notoriedad de los hechos ha debido suponer á este Gobierno todo ocupado de pesadas atenciones las mas urgentes y vitales para toda la República; y menos para que el Sr. Cónsul acompañase la reclamacion con indicaciones imponentes de apuro y urgencia, haciendo las verbalmente al infrascripto en clase de confidencial.

Perseguido, pues, como está S. E. el Sr. Gobernador de los magnánimos sentimientos que presiden la política de S. M. el Rey de los Franceses, de su justicia y moderacion para con las demas naciones amigas, cualquiera que sea su debilidad ó poder, no puede en manera alguna reconocer la mision ó encargo especial que asegura el Sr. Cónsul, Encargado del Consulado General de Francia en esta ciudad, haber recibido de S. M., sin presentar otra credencial que su sola palabra.

Tampoco cree deber entrar en contestacion sobre la reclamacion que forma el objeto con que se dá por investido el Sr. Cónsul, por ser un asunto del todo concluido y acabado en el año de 1830, en el sentido de los principios que sostiene este Gobierno, á consecuencia de haber demostrado su justicia y liberalidad de un modo incontestable, como podrá verlo S. S. en las notas de 8 y 23 de Noviembre, y 11 de

des réclamations de ce genre ne portaient pas sur un ou plusieurs faits particuliers de ceux qui sont sous l'inspection consulaire, mais exigeaient la modification ou l'abandon de principes généraux qui servent de base à l'économie et à la politique intérieure de cette République sur les conditions qui constituent le domicile qu'on y acquiert.

S. Excellence croit aussi que sa Majesté, dans le cas où Elle n'aurait pas jugé nécessaire un envoyé *ad hoc*, aurait chargé de cette mission, M. le Marquis de Vins de Peyzac, dernier Consul Général et premier Chargé d'affaires de France près de ce Gouvernement, saisissant une époque où les deux Etats jouissaient de tranquillité et de repos pour agiter mûrement et en paix une question à la discussion de laquelle devait préider uniquement cet esprit de justice qui reconnaît les droits que donnent à toute nation sa souveraineté et son indépendance; et sa Majesté n'aurait pas laissé s'écouler tant d'années pour en charger le Gérant par interim du Consulat Général de France sans aucun pouvoir spécial et dans des circonstances où suivant la notoriété des faits elle a du savoir que cette administration était surchargée d'occupations sérieuses, très urgentes et vitales pour la République entière; et elle aurait moins autorisé encore M. le Consul à joindre à sa note ces indications pressantes et d'urgence qu'il a faites verbalement et confidentiellement au sousigné.

En conséquence, M. le Gouverneur persuadé des sentimens magnanimes qui dirigent la politique de S. M. le Roi des Français, de sa Justice et de sa moderation envers les nations amies, quelles que soient leur puissance ou leur faiblesse, ne peut en aucune façon reconnaître la mission ou l'ordre formel qu'assure avoir reçus de S. M. Mr. le Consul Gerant le Consulat Général de France en cette ville, sans présenter d'autre seule preuve authentique que sa seule parole.

Son Excellence repousse également toute discussion au sujet de la réclamation qui est l'objet de la mission dont Mr. le Consul se prétend chargé; car c'est une affaire qui a été terminée, et entièrement conclue en 1830, dans le sens des principes que soutient le Gouvernement, parce qu'il a démontré alors d'une manière incontestable sa justice et sa libéralité, comme sa seigneurie pourra le voir dans les notes

Diciembre del mismo año, dirigidas al Sr. Cónsul General de Francia, las que se adjuntan en copias autorizadas, y señaladas con los números 1, 2 y 3.

En ellas se advierten que los principios que presiden á este Gobierno son los siguientes:—

- 1.º —Que debiendo dejarse á toda nacion en pacífica posesion de la libertad que le concedió la naturaleza, á cada una le pertenece juzgar por sí sola lo que conviene á su felicidad y perfeccion, y á nadie ofende usando de su derecho para el logro de estos importantes bienes, que forman el fin de toda sociedad.
- 2.º —Que en consecuencia de esa libertad, cada nacion la tiene de permitir ó no la libre entrada y simple residencia de los extranjeros, segun el juicio que forme de los males y bienes que de ello le resulten.
- 3.º —Que tambien depende de su voluntad otorgarles libertad de establecerse en él.
- 4.º —Que siendo esta libertad un bien puramente gratuito, puede la nacion imponer las condiciones que tengan á bien concederles.
- 5.º —Que tambien puede incitarlos al uso de ella por medio de otras concesiones que le sean ventajosas.
- 6.º —Que por solo el hecho de usar libremente los extranjeros del permiso general que se les otorga, sin exigirles otro requisito, se someten con plena libertad á las condiciones impuestas, del mismo modo que adquieren derecho á los favores que les estén prometidos.
- 7.º —Que de consiguiente, si por el uso libre que ellos hacen de este permiso, pierden su nacionalidad, esta pérdida nada tiene de violenta, pues es libre y espontánea en ellos, ni tampoco es efecto de la ley que les brindó con el bien que ellos han queido aceptar, sino de su voluntad en admitirlo.

Conforme á estos principios tan claros, tan sencillos y tan luminosos, que sin necesidad al bien sonido no podrán clasificarse de contrarios al derecho de gentes, observará el Sr. Cónsul, que el Gobierno de Buenos Ayres, Encargado de las Relaciones Exteriores, en la resistencia que ha opuesto á las pretensiones infundadas del Cónsul General de Francia, y que opondrá siempre á cuantos quieran reproducirlas, está

les 8 et 23 Novembre et 11 Decembre de la même année adressées à Mr. le Consul Général de France, et dont il trouvera ci jointes les copies légalisées sous les Nos. 1, 2 & 3.

Dans ces notes on remarque que les principes de cette administration sont :

- 1.º —Que toute nation devant conserver la possession tranquille de la liberté que lui a accordée la nature, chacune peut dès lors juger par elle-même de ce qui convient à son accroissement et à sa prospérité, et qu'elle n'offense personne en usant de son droit pour acquérir ces biens importants qui sont le but de toute société.
- 2.º —Qu'en conséquence de cette liberté toute nation a celle de permettre ou défendre la libre entrée et la résidence simple des étrangers selon qu'elle juge des biens ou des maux qui peuvent en résulter pour elle.
- 3.º —Qu'il dépend aussi de sa volonté de leur accorder la liberté de venir s'y établir.
- 4.º —Que cette liberté étant une franchise purement gratuite, la nation a le droit de ne l'accorder que sous les conditions qu'il lui plaît d'imposer.
- 5.º —Qu'elle peut également les engager à profiter de cette franchise au moyen d'autres concessions qui lui soient avantageuses.
- 6.º —Que les étrangers par le seul fait de profiter de cette permission générale qui leur est accordée; sans exiger d'eux aucune autre formalité, se soumettant bien volontairement aux conditions imposées, et acquièrent en même temps un droit aux faveurs qui leur sont promises.
- 7.º —Qu'en conséquence, si par le libre usage de cette franchise ils perdent leur nationalité, cette perte ne résulte aucunement de la violence, puisqu'elle est de leur part volontaire et spontanée, mais bien de leur détermination à admettre cet avantage.

Conformément à ces principes si clairs, si simples et si lumineux qu'on ne pourrait, sans manquer de bon sens, les regarder comme contraires au droit des gens, Mr. le Consul observera que le Gouvernement de Buenos Aires chargé des Relations Extérieures dans la résistance qu'il a opposée aux prétentions sans fondement du Consul Général de France, résistante qu'éprouveront toujours tous ceux qui voudraient

tan distante de hacer revivir el antiguo dogma del feudalismo, que antes al contrario trata de impedir que los extranjeros conviertan en siervos suyos á los ciudadanos argentinos en su propio suelo, y por esto no permite que aquellos sobreponiéndose á las leyes del país, á cuya indulgencia y liberalidad deben la libertad de establecerse en él, se tengan por extraños al lugar de su establecimiento, y por un capricho el mas injusto é inexplicable, quieren disfrutar de todos los gozos civiles concedidos á los naturales, exonerándose de las cargas de igual naturaleza, y duplicando en su favor las garantías sociales para ser ellos de mejor condicion que estos, no solo por esta excepcion, sino tambien por la mayor privacion de gozos que deben sufrir los naturales en proporcion al recargo de las pensiones que tal excepcion les causa.

Observará el Sr. Cónsul, que el Gobierno de Buenos Ayres, reputando domiciliario del país al extranjero que libremente se establece en él, lo adopta por miembro y súbdito de la sociedad en que ha querido establecerse, como lo son todos los demas individuos de ella; dejándolo con plena libertad para variar de domicilio donde le acomode: con lo que, tan lejos de hacerlo siervo, ni súbdito del dueño del sitio, por que no hay en la República Argentina esa clase de servidumbre conocida en Europa, ni de arrancar la nacionalidad á los Franceses establecidos libremente en la República, usa con estos y los demas extranjeros, de una liberalidad que el Gobierno Frances con los que se establecen en Francia. Porque, enseñando Mr. de Real en su obra titulada *La Science du Gouvernement*, tomo 4.º cap. 7.º. seccion 1.ª. que es un principio establecido por todas las leyes, enseñando y seguido por todos los autores, que el lugar del verdadero domicilio es aquel en donde tiene el hombre el principal asiento de su fortuna, y q' el hecho exterior de la habitacion es la mejor señal de la intencion en materia de domicilio, por una anomalia que la Francia habrá crido conveniente, nada de esto basta para que allí se le tenga por domiciliario, sino que es preciso que solicite una declaratoria, o carta del Gobierno, que le será ó no concedida. No sucede así en la República Argentina, en la que por

les reproduire, est bien éloigné de faire revivre l'ancien dogme de la féodalité, et qu'il cherche au contraire à éviter que les étrangers ne convertissent en serfs de leur propriété les citoyens argentins sur leur propre territoire. C'est ainsi qu'il ne permet point que ceux-là se plaçant au dessus des lois du pays à l'indulgence et à la générosité duquel ils doivent d'avoir pu s'y établir, se considèrent comme étrangers au lieu même de leur établissement, et que par un caprice injuste et inexplicable, ils prétendent jouir de tous les avantages civils accordés aux naturels, et demeurer libres des charges supportées par ceux-ci, et qu'ils doublent ainsi en leur faveur les garanties sociales pour s'élever à une meilleure condition que ces derniers non seulement par cette exception, mais encore par la plus grande privation d'avantages que doivent supporter les naturels en raison des charges qu'une semblable exception leur impose.

M. le Consul observera que le Gouvernement de Buenos Aires en regardant comme domicilié dans le pays l'étranger qui vient librement s'y établir, l'adopte comme membre et sujet de la société dans la quelle il a voulu se fixer ainsi que le sont tous les autres individus de cette société, lui laissant d'ailleurs la pleine liberté de changer de domicile lors que cela lui conviendra; bien loin donc de le rendre serf ou sujet du maître du sol, car dans la République argentine ce genre de servitude connue en Europe n'existe point, ou de priver de leur nationalité les français établis librement dans la République, elle use envers eux et les autres étrangers de plus de générosité que le Gouvernement Français avec ceux qui vont s'établir en France. Mr. Real admet dans son ouvrage intitulé, *la Science du Gouvernement*, tom. 4 chap. VII section première que c'est un principe reconnu par toutes les lois enseignées et suivi par tous les auteurs, que le lieu du véritable domicile est celui ou l'individu a le siège principal de sa fortune et que le fait extérieur de l'habitation est la preuve la plus certaine de l'intention en matière de domicile; comment donc par une anomalie que la France a jugé convenable à ses intérêts, rien de tout cela n'est il suffisant pour que l'individu soit considéré chez elle comme domicilié et est il nécessaire qu'il demande une permission ou des lettres du Gouvernement, qui lui sont ou non accordées. Il n'en est pas ainsi dans la République Argentine où par lo

solo el hecho de establecerse el extranjero en alguna de las maneras prescriptas por nuestras leyes, conforme al modo común y natural como suelen establecerse los hombres en todos los estados del mundo, ya lo reputa domiciliario, sin mas peticion ni carta, que la notoriedad de su establecimiento, y sin otra prueba que esta de su intencion y voluntad: porque donde los hechos hablan, nada importan las palabras, y cuando estas están en contradiccion con aquellos, no pueden considerarse sino como producciones de la mala fé.

Observará el Sr. Cónsul, que resalta aun mas la liberalidad del Gobierno Argentino, trayendo á consideracion las leyes de otros estados de Europa sobre esta materia; las que, sin embargo de haber sido dictadas en el tiempo del feudalismo, y de no haber sido variada para uniformarse con las que últimamente se ha dado la Francia, no se sabe que esta nacion les haya hecho por ello la menor reclamacion, reconociendo sin duda el justo principio de que tanto aquellos como la Francia usan de su derecho en conservar sus antiguas leyes, ó variarlas segun creen convenir á sus respectivos intereses.

Observará en fin, el Sr. Cónsul Encargado del Consulado General de Francia, que el Gobierno de Buenos Aires, en el punto de que se trata, no se conduce para con la Francia con indolencia alguna, contraria á las bases de justicia universal, y que de consiguiente no tiene porque excusar esta clase de falta con la de tratados, como lo ha hecho el General Santa Cruz. Que si ha indicado la de estos ha sido solo para recordar que la Francia con respecto á la República Argentina no tiene ninguno de aquellos derechos que solo se adquieren por un tratado; y que por lo mismo, es tanto menos conducente al presente negocio el que la Francia haya deseado en vano la conclusion de un tratado, cuanto que puede haberlo resistido la República por considerarlo perjudicial á sus intereses, principalmente despues de las repetidas lecciones que han recibido los nuevos Estados de América, de que los débiles no pueden tomar suficientes precauciones contra los poderosos; y cuando, como dice Wattel en su obra *Derecho de Gentes* lib. 2.º cap. 1.º § 16: Una funesta experiencia nos demuestra que la mayor parte de las naciones solo procuran fortificarse y enriquecerse á espensas de las demas

fait même que l'étranger s'y établit dans un des modes prescrits par nos lois, conformément à la manière ordinaire et naturelle de s'établir dans tous les états du monde, il est désormais regardé comme domicilié sans autre demande ou lettres que la notoriété de son établissement et sans autre preuve de son intention et de sa volonté, en effet ou les faits parlent, les mots importent peu et quand ceux-ci impliquent contradiction avec les premiers, ils doivent être considérés comme le résultat de la mauvaise foi.

M. le Consul observera que la générosité du Gouvernement Argentin ressort d'avantage encore lors qu'on considère les lois d'autres Etats de l'Europe sur cette matière: celles-ci, quoi qu'elles aient été rendues sous la féodalité, n'ont point été modifiées pour s'uniformer à celle que la France s'est données dans ces derniers tems; cependant on n'a pas su que cette nation ait adressé pour cela la moindre réclamation, et c'est sans doute parce qu'elle a reconnu le juste principe que ces Etats, ainsi que la France usent de leur droit de conserver leurs lois anciennes ou de les modifier, selon qu'ils le jugent convenable à leurs intérêts respectifs.

M. le Consul Chargé du Consulat Général de France observera enfin que le Gouvernement de Buenos Ayres dans l'affaire qui se traite ne s'est nullement conduit envers la France avec une indifférence contraire aux bases de la justice universelle, et que par conséquent il n'a point à appuyer cette indifférence sur le manque de traités comme l'a fait le Général Santa Cruz; s'il a indiqué l'absence de traités ça été seulement pour rappeler que la France n'a avec la République Argentine aucun des droits qui ne s'acquiertent que par un traité, c'est ainsi qu'il est d'autant plus étranger à cette affaire que la France ait désiré en vain la conclusion d'un traité, que la République peut s'être refusée à le conclure, surtout après les leçons multipliées qu'ont regues les nouveaux Etats de l'Amérique, que les faibles ne sauraient prendre trop de precautions contre les forts, et lorsque Wattel dit dans son ouvrage le droit des gens liv. 2 chap 1 et § 16, une funeste expérience nous démontre que la plupart des nations ne tendent qu'à se fortifier et à s'enrichir aux dépens des autres, à

dominarlas y oprimirlas, y si llega la ocasión ponerlas bajo su yugo. Pues, aunque hasta el presente el Gobierno Argentino no tiene el menor motivo de queja ni sospecha contra S. M. el Rey de los Franceses, y como ha dicho antes el infrascripto, está intimamente persuadido de los magnánimos sentimientos que presiden la política de S. M., de su justicia y moderación para con las demás naciones amigas, cualquiera que sea su debilidad y poder; pero la política de todos los Gobiernos está expuesta á mil vicisitudes inevitables, y es un deber de cada nación precaverse de los males que sufran los estados amigos.

En fuerza pues de las razones expuestas de orden del Exmo. Sr. Gobernador y Capitán General de esta Provincia como Encargado de las Relaciones Exteriores de la República de la Confederación Argentina, el infrascripto la tiene también para manifestar, como lo hace al Sr. Cónsul Encargado del Consulado General de Francia, que este Gobierno no reconoce en su persona el encargo que dice ha recibido de S. M. el Rey de los Franceses para la reclamación que ha hecho en su precitada nota; que tampoco cree deber entrar en contestación sobre el objeto á que ella se dirige, y espera que el Sr. Cónsul, contrayéndose únicamente á acusar recibo de esta contestación, escusará ocuparse mas de la expresada reclamación en manera alguna: en la inteligencia que S. E. el Sr. Gobernador está resuelto á guardar para con el Sr. Cónsul el mas profundo silencio á este respecto, sin desviarse un solo punto de los principios que ha sostenido, y sobre que están dictadas las leyes del país, relativamente á los extranjeros que se establecen en él.

Esta contestación que el Exmo. Sr. Gobernador desea llegue al conocimiento de S. M. el Rey de los Franceses, es, en confianza, será oída sin desagrado por S. M., siempre que sea informado debidamente y con exactitud de las razones en que está fundada. Pero si por desgracia no fuese así, y resultase de ello que sean alteradas las relaciones de buena armonía que existen entre ambos países, la República Argentina, sin embargo del gran sentimiento que le causará este suceso tan fatal como inesperado, no podrá excusarse de sostener á todo trance la incolumidad de sus mas esenciales derechos sobre una materia que á su juicio es

dominar sur elles et même à les opprimer, et à les mettre sous le joug, si l'occasion s'en présente; mais quoique, jusqu'à ce jour, le Gouvernement Argentin n'ait aucun motif de plaintes ni de soupçons contre S. M. le Roi des Français, et que, comme l'a déjà dit le soussigné, il est persuadé des sentimens magnanimes qui dirigent la politique de S. M. de sa justice et de sa modération envers les autres nations amies, qu'elles que soient leur faiblesse ou leur puissance; cependant la politique de tous les gouvernemens est exposée à des vicissitudes inévitables, et c'est un devoir pour toute nation de se préserver des maux que souffrent les Etats amis.

Par les raisons exposées ci-dessus, et selon les ordres de S. E. M. le Gouverneur et Capitaine Général de cette Province, comme Chargé des Relations Extérieures de la République de la Confederation Argentine, le soussigné est chargé de déclarer, comme il le fait, à Mr. le Consul Gérant par interin le Consulat Général de France, que ce Gouvernement ne reconnaît point en lui la mission qu'il prétend avoir reçue de S. M. le Roi des Français, pour la réclamation qu'il a faite dans sa note déjà citée; qu'il ne croit point non plus devoir entrer dans une discussion sur l'objet qu'il y traite, et il espère que Mr. le Consul se bornant uniquement à accuser réception de cette réponse évitera dorénavant de s'occuper en aucune manière de la susdite réclamation; et il saura que S. E. M. le Gouverneur est décidé à garder à cet égard avec Mr. le Consul le plus profond silence, et à ne s'écarter en rien des principes qu'il a soutenus, et sur les quels sont basés les lois du pays relatives aux étrangers qui viennent s'y fixer.

S. E. Mr. le Gouverneur désire que cette réponse arrive à la connaissance de S. M. le Roi des Français, et il espère avec confiance qu'elle sera entendue sans déplaisir, si toutefois S. M. est informé précisément et avec exactitude des raisons sur les quelles elle est fondée, mais si par malheur il n'en était pas ainsi, et qu'il résultât un refroidissement dans les relations de bonne harmonie qui existent entre les deux pays, la République Argentine, quoique regrette que lui fit éprouver un événement aussi funeste qu'imprévu ne pourrait se dispenser de soutenir à toute outrance l'intégrité de ses droits les plus essentiels dans une matière qui

absolutamente incuestionable, y en la que prestarse á las pretenciones que ha promovido el Consulado General de Francia, no solo importaría renunciar á su soberanía, independencia y dignidad, sino tambien reducir á los ciudadanos naturales de la Confederación, á una situación mas penosa y servil, que la que sufrieron en clase de colonos bajo la dominación española.

Dios guarde á S. S. muchos años.

FELIPE ARANA.

ne lui paroit nullement susceptible de discussion, et dans la quelle se preter aux prétentions qu'a élevées le Consulat General de France serait non seulement renoncer á sa souveraineté, á son indépendance et á sa dignité, mais encore réduire les citoyens nés dans la confédération à un état plus pénible et plus servile que celui qu'ils supporteraient lors qu'ils n'étaient que colonos sous le joug espagnol.

Que Dieu garde &c.

Signé: PHILIPPE ARANA.

Documentos adjuntos á la antecedente nota. — Pièces jointes à la note précédente.

(COPIA NUM. 1.)

Buenos Ayres, Noviembre 8 de 1830.

El infrascripto Ministro Secretario de Relaciones Exteriores ha elevado al conocimiento del Exmo. Gobierno Delegado la comunicación de 28 de Octubre próximo pasado, en que el Sr. Cónsul General de Francia manifiesta que, acosado de reclamaciones por los Franceses que son citados para ser incorporados en las milicias y asistir al cuartel los unos para el 30 de dicho mes, y los otros para el 1º del corriente, se ha visto en la necesidad de solicitar se suspendan las citaciones que se han estado haciendo, y que han alarmado de tal modo, que la mayor parte de los Franceses que han sido citados han ido á prevenir al Consulado la resolución en que están de dejar antes el país, que tomar las armas.

El que suscribe hubiera contestado inmediatamente al Sr. Cónsul General, si el haberse enfermado sucesivamente los tres Ministros no le hubiesen impedido formar acuerdo; y como el Sr. Cónsul General no haga distinción en su nota entre franceses transeúntes, y los que están establecidos en el país se mandaron suspender las citaciones, á fin de evitar cualquiera equivocación que se hubiese cometido, ó pudiese cometer con respecto á aquellos.

Entre tanto el Gobierno, despues de los mas prolijos informes, ha llegado á convencerse, que la alarma de los franceses no tiene el menor fundamento, pues no han sido citados los transeúntes que han venido á negocios suyos, ó como simples viajeros, sino los que por la ley de 10 de Abril de 1821, que se acompaña en copia expedida por los Representantes de la Provincia y publicada por bando en el mismo día, son considerados como domiciliados en el país y llamados al servicio en los cuerpos de sus Milicias. Por ella verá el Sr. Cónsul General, que está obligado á prestarlo todo extranjero dueño de tienda, pulpería ó almacén de abasto al menudeo; el que sea propietario de algunos bienes raíces, ó ejerza en el país algun arte ú oficio; el negociante por mayor, que tenga establecida casa de comercio, incluso sus dependientes, y en general todo el que, sea cual fuese su ocupación ó ejercicio, tenga dos años de residencia continua en la Provincia. Tambien observará el Sr. Cónsul General, que por el artículo 5º de la misma

ley los extranjeros transeúntes solo están obligados á prestar al país, "aquellos servicios que el Gobierno considere absolutamente necesarios para salvar el conflicto y la inminencia del riesgo de que se halla amagado, sin perder de vista las consideraciones á que por su clase son acreedores, y mucho menos las que demanda el interés del país mismo:" y que de consiguiente con respecto á los transeúntes, que son de los que únicamente habla Wattel en el libro 2º, cap. 8º, § 105 que cita el Sr. Cónsul General, como se puede ver en el § 99 con que principia el expresado capítulo, nuestra ley usa con ellos de la misma indulgencia, que se le dispensa en los países mas cultos de Europa, en donde escribió ese autor. El Gobierno pues está pronto á no permitir que sean obligados á servir en las milicias de la Provincia los franceses transeúntes, ó los que, estando establecidos en él, presenten algun privilegio en debida forma que los exonere de este servicio: pero tambien está dispuesto á hacer que la ley se observe con respecto á aquellos á quienes impone este deber bajo del cual han sido admitidos en el país, al menos mientras permanezcan en él: porque si prefieren ausentarse de la Provincia antes que servir en la milicia, el Gobierno no lo reusará; pues cuando les obliga á alistarse, no es porque necesite su servicio sino porque su exoneracion seria para perjuicio y ruina de los patricios que se prestan á hacerle.

El Gobierno prescinde por ahora del servicio que se exija en Francia á los extranjeros establecidos allí pues no ha celebrado hasta ahora tratado alguno con aquella nación. En este estado de libertad é independencia todo soberano pudiendo, como puede, impedir la entrada de extranjeros en su territorio cuando lo crea conveniente; puede tambien dictar las condiciones con que tenga á bien admitirlos; y desde luego cuanta mayor sea la cultura con que proceda en este negocio, tanto mas procurará consultar los intereses de su Estado, dejando incólumes los derechos de la humanidad. Nuestra ley, teniendo presente que los extranjeros establecidos en el país, del modo que ella describe, gozan de los mismos derechos y libertades civiles que los naturales, les ha impuesto las mismas cargas que á estos, y los exonera de las políticas que importan el ejercicio de autoridad, en cuanto no participan de los goces de igual naturaleza, que solo son concedidos á los nativos de él, ó que han obtenido carta de naturaleza, que entre nosotros se llama ciudadanía. Esta reciprocidad de derechos y deberes, que hasta ahora no ha sido mejorada en país alguno de Europa, lejos de merecer la menor censura, se hace tan necesaria en el nuestro, cuanto que si los extranjeros establecidos en él se consideran como transeúntes para el servicio de la milicia, su concurrencia privaría á los naturales de los medios de subsistir: estos no podrian entonces competir con los extranjeros en la porción de trabajo no podrian aprovechar con igual libertad el tiempo: no podrian llenar del mismo modo y á los mismos plazos su compromiso: se alejaría de ellos la demanda, y su ruina seria inevitable. La ley pues al imponer tal deber á los extranjeros ha conciliado los derechos de la humanidad con el que tiene el Estado á su conservación.

El Gobierno ha sentido sobre manera, que el Sr. Consul General, para apoyar su reclamacion, haya creído necesario recordar el triste suceso del año próximo pasado entre el Visconde de Venancourt y el gobierno intruso de esta ciudad, que jamas fué reconocido en la Provincia: suceso que, si pudo merecer alguna aprobacion en el Ministerio Francés, fué por las circunstancias particulares que favorecian al Visconde: suceso que cualquiera que sea el concepto que se forme de él, su recuerdo no puede producir otro efecto en este país, que despertar contra los Franceses prevenciones vulgares que el Gobierno ha procurado constantemente disipar, y que el Sr. Cónsul, en obsequio de su nacion, debe aspirar á que sean totalmente borradas: suceso, en fin, que careciendo de las formas públicas bajo las cuales se entiende un Estado con otro, no salió de la esfera de un choque particular, y que terminando por una capitulacion contraria al caso que motivó la contienda, no puede jamas extenderse á producir la abolicion de una ley establecida por autoridad competente, y que á nadie infiere el menor agravio. ¿Qué carácter público podia investir un gobierno establecido por un motin militar, sin forma alguna legal, y cuyo reconocimiento fué resistido en la Provincia con las armas en la mano desde el momento de su ereccion?

¿Cual fué la investidura ó autorizacion de su Gobierno con que celebró esa capitulacion el Visconde de Venancourt? ¿Cual la declaracion ó rompimiento de guerra entre la

Francia y esta Provincia, para que esta capitulacion particular tenga la virtud de reglar las relaciones de ambos Estados entre sí? ¿Cual en fin es la idea que ministra su mismo tenor literal, en que se prescinde de toda ratificacion sino la de un suceso pasajero que concluyó desde que cada uno de los contratantes llenó para con el otro las obligaciones del momento que se quisieron imponer? El Gobierno espera que el Sr. Cónsul General se penetre bien de estas observaciones, y advierta que debe ser poco grato á su Gobierno que sobre tal hecho se pretenda á su nombre fundar un privilegio á favor de los Franceses establecidos en esta Provincia.

Fuera de que, el llamamiento que entonces se hizo á los Franceses no tiene un solo término de comparacion con el que se hace en el dia. Entonces fué hecho por una autoridad intrusa, cuya ereccion era resistida á fuerza armada por la mayor parte de los habitantes de esta Provincia, y pueblos de la República: fué hecho para sostener una guerra civil dentro de aquella, en apoyo de un poder que no tenia en su favor la menor apariencia legal, y fué hecho comprendiendo indistintamente á los extranjeros domiciliados y transeúntes. En el dia es hecho por un Gobierno establecido bajo las formas legales, y reconocido pacíficamente por toda la Provincia y demas Pueblos de la República: es hecho para un servicio pacífico como el que estan prestando los demas habitantes, y es hecho sin comprender en él á los extranjeros transeúntes, y ciñendolo á los que tienen por ley el mismo deber que los naturales del país. Por consiguiente, aun cuando la capitulacion que recuerda el Sr. Consul no fuese contraria al caso y momento del suceso que la motivó, y quisiese extenderse á otro semejante, no tendria aplicacion alguna en las presentes circunstancias.

Despues de todo lo expuesto, y habiendo cumplido en ello el que suscribe con la orden de su Gobierno, solo le resta saludar como lo hace, al Sr. Cónsul General de Francia con toda su consideracion y respeto.

TOMAS MANUEL DE ANCHORENA.

Es copia.

El Oficial Mayor de Relaciones Exteriores.

MANUEL DE IRIGOYEN.

(COPIA NUM. 2)

Buenos Aires, Noviembre 23 de 1830.

El Exmo. Gobierno Delegado de la Provincia ha tomado en consideracion la nota que con fecha 15 del corriente se ha servido dirigir al Ministro que suscribe el Sr. Cónsul General de Francia, y despues de haberla examinado detenidamente, no ha encontrado en ella razon alguna para hacer callar la ley de 10 de Abril de 1821, y ha resuelto que conforme á su tenor se lleve á efecto el decreto de 14 del próximo pasado, cuidando, como se ha hecho hasta aquí, que no sean gravados con el servicio militar los extranjeros transeúntes, ó que en clase de tales hagan mansion en el país por asuntos de comercio, ú otros particulares que indiquen su residencia eventual y pasajera: por cuanto á estos no les comprende la ley, como tampoco á los que presenten algun privilegio en debida forma, que los exonere de tal servicio.

Para discutir con exactitud y precision en este negocio, se hace necesario que el Sr. Cónsul General tenga á bien no perder de vista, que cuando se estableció dicha ley esta Provincia era ya un Estado libre é independiente, que no estaba ligada por tratado alguno con

ninguna nacion; que en este estado de libertad é independencia, pudiendo su Gobierno, como podia, impedir la entrada de los extranjeros, porque así lo creyese conveniente, podia tambien dictar las condiciones con que tuviese á bien admitirlos: que estos tienen derecho para que en cualquiera estado adonde fuesen arrastrados por la necesidad, ó admitidos en clase de huéspedes, se les dispensen aquellas consideraciones que prescribe la humanidad, pero no para gozar de los mismos derechos y libertades civiles que los naturales de él: que por consiguiente el Soberano, así como puede ponerles condiciones para admitirlos dentro de su territorio, pueden tambien penérselas al dispensarles algunos ó todos los derechos civiles que son concedidos á los naturales, exigiéndoles como precio del bien que les otorga, servicios que sin tal goce no tendrían obligacion de prestar; y que desde el momento que alguno de ellos acepta espontaneamente la concesion del Soberano con aquella condicion onerosa, se somete no solo á ella, sino á todas sus consecuencias: de modo que, si el cumplimiento de la condicion lo priva de los derechos que disfrutaba en su país, esta pérdida viene á ser por una renuncia real y positiva de ellos, que ha querido hacer, trasladándose á otro país libremente, y sujetándose á las condiciones impuestas, á trueque de los beneficios que se les otorgan. Ahora bien, los extranjeros no tenían en esta Provincia derecho para abrir tiendas y pulperías de reventa al menudeo, para hacerse propietarios de tierras, y para ejercer libremente su industria y artes, ni para todos los demas goces, civiles que disfrutaban á la par de los naturales del país: luego habiéndoseles permitido por la ley pero prescripto que todos los que entrasen en ellos debían enrolarse en los cuerpos de milicias, y habiendo muchos entrado libremente, se hallan hoy dia con esta obligacion, porque este es un contrato innominado *do ut des, do ut facias*, que cumplido por una parte, no puede dejar de cumplirlo la otra.

De aquí se infiere: 1.º que no tienen aplicacion alguna al presente caso las doctrinas de *Wattel*, que cita el Sr. Cónsul General, pues este autor habla solo en el lugar citado de lo que por derecho de gentes, y prescindiendo de toda ley ó tratado especial, se debe á los extranjeros que pasan por un país, ó hacen mansion en él de transito por asuntos particulares, sin tomar una posicion que indique haber fijado allí su domicilio.

2.º —Que de ningún modo la ley ha podido tener por objeto eludir los principios del derecho de gentes, siendo indudable que ella exige á los extranjeros el enrolamiento en la milicia, en cambio de beneficios que no habia obligacion alguna de concederles.

3.º —Que aun cuando por derecho comun fuesen cie to los equivocados principios que establece el Sr. Cónsul General, dé que el servicio en la milicia es una carga política y no civil, y que solo puede imponerse á los que gozan de los derechos políticos, no es de alegarse en el presente caso, en que media el contrato *do ut des &c.*, bajo el cual se ha otorgado á los extranjeros el goce de todos los derechos civiles que disfrutaban los naturales.

4.º —Que contra este contrato no puede tener efecto alguno el suceso particular del año próximo pasado de 1829, entre el Visconde de Venancourt y el Gobierno intruso de esta ciudad, que jamas fué reconocido en la Provincia ni aun por la simple aquiescencia de sus habitantes; y menos puede tenerlo bajo el aspecto y sentido que le dá el Sr. Cónsul General, aunque en el concepto del que suscribe no es el verdadero ni el que sería mas honroso al Visconde y á la Nacion Francesa: porque, habiendo sido el principal abjeto del Visconde en su capitulacion, segun afirma el Sr. Cónsul General, consagrar el principio de que los Franceses no debían, ni podían ser obligados á tomar las armas, y envolviendo este principio un acto de inmoralidad, cuando se faltan á la obligacion que ellos se han impuesto libre y espontaneamente desde que se pusieron en el caso de la ley de 10 de Abril de 1821, tal contrato es en sí esencialmente nulo.

5.º —Que habiendo el Gobierno adquirido por el contrato *do ut des &c.*, el derecho de llamar al servicio de la milicia, cuando lo estime conveniente, al extranjero que se pone en el caso de la ley de 10 de Abril, sin haberse impuesto el deber de hacerlo; y sien lo tal derecho un simple poder, que en latin se llama *jus meré facultatis*, pueda muy bien el Gobierno por justas consideraciones que á él solo toca valorar, suspender su uso para con uno ó mas extranjeros, sin agravio de los demas; y por consiguiente, cualquiera que sea la razon que tenga para eximir de hecho á los Ingleses y No te Americanos del servicio de la milicia, no tienen por esto un

motivo legal los demas extranjeros para exonerarse de su obligacion, así como no lo tienen los nativos del país; ni la proteccion que de derecho debe prestar el Sr. Cónsul á los súbditos de su nacion, puede extenderse á los que han dejado de serlo por las obligaciones que han contraido con el Gobierno de esta Provincia.

6.º —Que no pudiendo presumirse que un Gobierno haya querido desnudarse de sus facultades políticas por contrato con un particular, y siendo la rescision del que resulta por la ley de 10 de Abril, lo sumo á que unos extranjeros podrian aspirar luego que se exonerase á otros del servicio de la milicia, no tienen de que quejarse, dejándoseles, como se les deja á su eleccion, el cumplimiento por su parte, ó la rescision, poniéndose fuera del caso de la ley, y ausentándose de la Provincia endonde no podrian ya permanecer, porque faltándoles el objeto y motivo de su residencia en ella, serian unos vagos y mal entretenidos que perjudicarian el orden y bienestar de su poblacion.

Ultimamente se infiere de los principios anteriormente establecidos, que en nada favorecen la reclamacion del Sr. Cónsul los artículos 3 y 4 que cita del decreto de 13 de Enero del presente año, expedido por el Sr. Gobernador propietario de la Provincia. No el artículo 3, porque hoy no hay guerra alguna civil en la Provincia. Toda ella está en paz, y los extranjeros son llamados á un servicio que *debe hacerse solo dentro de la Provincia*, y que lo están haciendo uniformemente los demas habitantes: porque son llamados por un Gobierno establecido bajo las formas legales, reconocido pacíficamente por todos los súbditos de la Provincia desde el momento de su ereccion, y por los demas pueblos de la República: porque el servicio que se haga bajo sus órdenes, como que es la autoridad legal y pacíficamente reconocida, no puede interpretarse jamas en el sentido de un acto de ingerencia en las disenciones domésticas; y finalmente, porque no queriendo el Gobierno cautivar la opinion de los extranjeros á este respecto, ni debiendo someter la suya á la de ellos y permitiéndoles por lo mismo que se ausenten de la Provincia si no quieren servir en los cuerpos de milicia, ya no pueden decir que se les obliga á tomar parte en las disenciones interiores.

Tampoco favorece á la reclamacion del Sr. Cónsul el artículo 4. En primer lugar, por que segun manifiesta el Gobierno en la introduccion al decreto, su objeto no fué alterar en manera alguna la ley de 10 de Abril, de que no hace la menor mención, sino reprimir para lo sucesivo el abuso que se habia hecho de la de 18 de Diciembre de 1823, por los amotinados del 1.º del mismo mes en 1828, obligando á los extranjeros á tomar parte en su defensa; y sin extenderse el Gobierno á todas las clases de servicio á que son llamadas las milicias, sino contrayéndose tan solamente al que deben prestar en guerra, declara, que es solo para los casos de guerra exterior, y no interior de partidos entre los habitantes de la Provincia. Y á la verdad sería una inteligencia absurda la que se diese al decreto, si se supusiese que, sobreponiéndose á consideraciones políticas de la mayor importancia: llama á los extranjeros al enrolamiento en la milicia para los casos de guerra exterior, y no para el servicio pasivo de la guarnicion y custodia de la ciudad en tiempo de paz, cuando no hay tropa veterana que lo haga.

En segundo lugar, porque el decreto dice *para los casos de guerra exterior*, y no como dá á entender el Sr. Cónsul General *en los casos de guerra exterior*; de modo que, aunque no haya guerra exterior, pueden ser enrolados para tenerlos arreglados, disciplinados y completamente preparados para el caso en que la haya.

En tercer lugar, porque aun cuando el contexto del decreto, tomado en toda su extension, y no aislando por partes sus palabras, fuese susceptible de la inteligencia que quiera darle el Sr. Cónsul General al Gobierno, y no á otro toca explicar su sentido: al Gobierno, y no al Sr. Cónsul General, ni á los extranjeros, toca declarar si es legado el caso de su aplicacion y cumplimiento; y menos toca al Sr. Cónsul, con respecto á los Franceses que se hallan en el caso de la ley de 10 de Abril de 1821, en razon de que, como se ha dicho, la obligacion que por ella han contraido libremente, les priva de su proteccion, tanto por derecho de gentes, como por las leyes de su nacion. Ultimamente, porque llamando el Sr. Cónsul en su defensa el expresado decreto de 13 de Enero, de que no ha reclamado antes, ni ahora mismo reclama, confiesa ya la obligacion que tienen los extranjeros de que habla la ley de 10 de Abril, de enrolarse en los cuerpos

de la milicia para los casos de guerra; y desde el momento que hace esta confesion quedan desechos todos los fundamentos de su reclamacion, ya por la razon que se acaba de indicar, ya tambien porque sus funciones no pueden extenderse à anular las obligaciones personales que ha querido imponerse un Francés en este país.

Aquí debiera concluir el que suscribe la presente contestacion, si solo se hubiera propuesto justificar la resolucion del Exmo. Gobierno Delegado: pero deseando hacer ver al Sr. Consul General, que S. E. ha considerado este negocio bajo todos sus aspectos, se tomará la libertad de hacer algunas observaciones sobre varios puntos que toca en su segunda nota, y en que á juicio del Gobierno el Sr. Cónsul procede con alguna equivocacion.

Insiste el Sr. Cónsul General, en que Vattel en el § 93 capítulo 8.º habla no solo de los extranjeros transeuntes, sino tambien de los que *permanecen en el país por sus intereses*: y suponiendo el Sr. Cónsul General, que estos no son los que permanecen de tránsito, sino los domiciliados, deduce que, segun Vattel, no pueden ser llamados al servicio de la milicia los extranjeros de que habla la ley de 10 de Abril.

Pero el mismo autor, en la precitada obra libro 1.º capítulo 19 § 215 al fin, conformándose con el sentir de todos los publicistas, dice terminantemente. "El que hubiere fijado su domicilio en país extranjero, se ha hecho miembro de otra sociedad, á lo menos como habitante perpetuo, y sus hijos lo serán tambien." Mr. de Real, en el tomo 4.º capítulo 7.º seccion 1.ª número 5 dice, que es un principio establecido por todas las leyes, enseñado y seguido por todos los autores, que el lugar del verdadero domicilio es aquel en que cada uno tiene el principal asiento de su fortuna.

El Código civil de Francia, en el capítulo 2.º artículo 17, dice: que la calidad de Francés se pierde por todo establecimiento hecho en país extranjero sin ánimo de volver, y advierte que los establecimientos de comercio no podrán jamás ser considerados como si bubieran sido hechos sin este ánimo; de modo que de los Franceses establecidos en otro estado, únicamente el que lo estuviere con solo establecimiento de comercio, conserva en Francia sus derechos civiles: pero en Francia y no mas; porque siendo esta una ley civil que en toda la extension de su concepto no está conforme con el derecho de gentes, no puede hacerse valer fuera del territorio de la nacion en que ha sido establecida. Ahora bien, los Franceses residentes en esta Provincia, que son en ella propietarios de bienes raíces, que tienen fábricas y talleres, que tienen tiendas, pulperías y almacenes de abasto al menudco, que tienen establecidas casas de comercio en el país, del mismo modo que los naturales, que tienen quintas, chacras y estancias, que ejercen libremente su arte y profesion, y que gozan de los mismos derechos civiles y las mismas libertades que los hijos del país donde tienen su residencia, y el asiento de su fortuna?—En esta Provincia. ¿Qué tienen en Francia?—Nada. ¿Qué tienen aquí?—Todo, y mucho mas de lo que podrian tener en Francia, por cuya razon emigraron de allí. Luego aunque se precinda de la ley de 10 de Abril, y estando solo á lo que prescribe el derecho de gentes y aun el mismo Código francés, ellos han dejado de ser Franceses, se han hecho miembros de esta sociedad, y han quedado por lo mismo fuera de la proteccion del Sr. Cónsul General de Francia, por cuanto sus establecimientos son de aquellos que en todos tiempos y en todas partes se han considerado, y consideran por derecho de gentes, indicantes de un verdadero domicilio, y lo constituyen en realidad, no habiendo en el Estado ley especial que disponga lo contrario. Acaso el Sr. Cónsul General ha creído que todo esto queda eludido con la inscripcion de los Franceses en su libro consular: pero diga lo que digere la inscripcion, las palabras que pueden ser verídicas con un fin engañoso nada prueban contra la idea que arrojan de sí los hechos, y esa inscripcion, si algo vale ante el Gobierno Francés, no puede surtir el menor efecto ante las leyes y autoridades de esta Provincia, que no le han declarado valor alguno.

El Sr. Cónsul asienta, que el servicio de conservar el orden interior del Estado, y defenderlo con las armas en la mano de toda invasion exterior, es una carga política y no civil: y suponiendo que este aserto es un principio, se exonera de probarlo. Pero entre tanto nadie ha puesto jamás en duda, que todo hombre está obligado á tomar las armas en seguridad y defensa del Estado á que pertenece, cuando lo llama la ley; y que esta obligacion arranca del pacto social, y de los fines para que han sido establecidas las sociedades políticas.

Es verdad que, en todo estado, los cargos y empleos de honor, ó que forman parte de su administracion, son reservados para los ciudadanos, ¿pero quien ha contado entre estos cargos el ser soldado de un cuerpo de milicias? Por algunas constituciones son excluidos de voto activo y pasivo en los comicios públicos los nativos del país que no pertenecen á ciertas familias, ó que carecen de ciertas cualidades, como por ejemplo la de saber leer y escribir, y sin embargo son llamados al servicio de la milicia. En Génova el nombre de vecino no designa sino un súbdito, un miembro del Estado, en vez que un ciudadano significa un habitante que puede ser elevado á los cargos de la República; mas el vecino es llamado al servicio de las armas cuando es menester. En Francia misma, el extranjero que solo obtiene la naturalizacion menor por carta del Rey, que no goza de los derechos políticos, que solo goza de los civiles, del mismo modo que los extranjeros entre nosotros de que habla la ley de 10 de Abril, es llamado al servicio de las armas como cualquiera Francés. Es pues incuestionable que el servicio de la milicia en clase de soldado, es una carga civil, que corresponde á todo súbdito, ó habitante del Estado.

No hay duda que en Francia está libre del enrolamiento en la milicia el extranjero establecido allí, aunque posea bienes inmuebles, y permanezca toda su vida; pero esto procede de que por una ley especial no se considera como domiciliado al que lo es por derecho de gentes, sino al que tiene carta de naturaleza ó del Rey solo, para el goce de los derechos civiles, ó del Rey en concurso con las Cámaras, para el goce de los civiles y políticos, y de que tal carta se obtiene rara vez, y con mucha dificultad. De aquí procede tambien que el extranjero está sujeto en Francia á mil restricciones que no sufre en este país; él no goza mas derechos civiles que aquellos que son acordados á los Franceses por tratados de la nacion á que aquel pertenece; para ser admitido como demandante en causa que no sea de comercio, está obligado á dar fianza de los cortos daños, é intereses resultantes del proceso, á no ser que posea en Francia bienes inmuebles de un valor suficiente para asegurar este pago; y no se puede disponer por donacion *inter vivos*, ó por testamento á favor de un extranjero, sino en el caso que este extranjero pueda disponer en favor de un Francés. Así es que se hace mas notable, que cuando los extranjeros que por derecho de gentes en otros Estados serian considerados como domiciliados, en Francia son tratados con tanta restriccion, reputándoselos transeuntes, mientras no obtienen carta de naturaleza, y cuando son llamados allí al servicio de las armas, lo que, habiéndola obtenido solo del Rey, no gozan sino de los derechos civiles, el Sr. Cónsul General reclama de que en esta Provincia se haga igual llamamiento á los extranjeros que sin necesidad de tal carta, disfrutan de todos los derechos civiles, y son considerados por ley expresa como domiciliarios del país, desde que han querido establecerse en él con su fortuna é industria.

Insiste por otra parte el Sr. Cónsul General en la capitulacion que hizo el año próximo pasado el Visconde de Venancourt con el Gobierno intruso de esta ciudad, que jamás fué reconocido en la Provincia, y pretende darle el mismo valor y fuerza que á un tratado solemne entre S. M. C. el Rey de Francia y este Estado.

Funda su pretension en dos principales razones: primera que hay circunstancias en que no se puede discutir la legitimidad de la autoridad con que se negocia, y en que el interes de la humanidad obliga á tratar con el poder de hecho: segunda, que el Visconde de Venancourt trató de hacer consagrar el principio de que los Franceses no debian ni podian ser obligados á tomar las armas, y este principio fué entonces reconocido.

En cuanto á la primera, el que suscribe conviene con el Sr. Cónsul General en el principio, pero no en las consecuencias que deduce; porque la exactitud de estas depende del conocimiento cierto de lo que ambas partes trataron de la obligacion que produjo este tratado, y de las promesas á quienes comprendia.

El Sr. Consul General debe tener presente, que el Visconde Venancourt nada hizo con investidura ó autorizacion de su nacion, porque no la tuvo, y que en todo procedió por sí solo como un simple Comandante de division, que se consideró con bastante fuerza para obrar de aquella manera; y que de consiguiente su empresa fué por cosas de hecho, y no de derecho, pues de este se precindió en el tratado, como expresamente se lo dijo el Gobierno intruso en su nota de 25 de Mayo de 1829, quedando conforme en ello el Visconde.

De modo que allí no se consagró principio alguno, sino dejando á un lado todo el derecho se consultó únicamente lo que importaba hacer, para que cesasen de hecho las hostilidades.

Y á la verdad, ó el procedimiento del Visconde fué bajo el concepto de que trataba con un Gobierno de hecho, que por el modo como fué erigido, y por la resistencia que hacia la mayor parte de la Provincia, no formaba un cuerpo con ella, ni tenia un carácter de estabilidad; ó bajo el concepto de que era un Gobierno legal, ó que al menos por la acquiescencia y resignacion de la Provincia, estaba identificado con ella. Si lo primero, sus capitulaciones no pudieron ser sino para cosas de hecho, y acomodables á la duracion del Gobierno intruso; pues para otras de derecho, que impusiesen obligaciones perpetuas á la Provincia, no tenia el Gobierno de hecho ni de derecho poder ni representacion, y de consiguiente el objeto del Visconde no podia ser otro que ejercer un acto de humanidad en favor de algunos desgraciados á quienes ese poder efímero y arbitrario trataba de sacrificar á su ambicion.

Si lo segundo, su conducta habria sido la mas criminal que podria imaginarse. ¿Cual seria la suerte de toda la sociedad en general, si cada Comandante de division, haciendo por sí solo las veces de su Gobierno, pudiese hostilizar á un Estado, y obligarlo á entrar en tratados firmes y permanentes por hechos que él clasificase como insultos á su nacion? ¿Y cual no seria la confusion y desórden á que llegarían las relaciones entre los Estados todos del mundo, si se diese estabilidad y firmeza á semejantes tratados?

A juicio del que suscribe la imaginacion se pierde sobre este particular, y creo que sin mas discusion en la materia, y reiterando lo que ha dicho antes sobre la segunda razon, es necesario convenir en que aquel negocio concluyó, lo mismo que el que presenta el Sr. Cónsul General por ejemplo, desde que cada uno de los contratantes hizo por su parte lo que se comprometió á hacer.

En fuerza de estas consideraciones, no habiendo tratado alguno que ligue á esta Provincia con la Francia, y estando en posesion de las leyes que ha tenido á bien dictarse para su régimen interior, el Gobierno no puede prestarse á la indicacion de hacer callar la de 10 de Abril de 1821, hasta que el presente negocio sea sometido al conocimiento del Gobierno Francés, y este haya dirigido sus instrucciones al Sr. Cónsul General, por cuanto el medio único, le gal y propio que en casos semejantes, á juicio de todos los publicistas, deja salvos los derechos de ambas partes, es que el extranjero que se considere transeunte, y no esté contento con las leyes de un pais, se retire de él; y el Gobierno está dispuesto como lo ha dicho el que suscribe al Sr. Cónsul en la nota anterior, á no reusar el permiso á todo extranjero que quiera hacerlo.

El que suscribe tiene el honor de reiterar al Sr. Cónsul General de Francia sus protestas de la mayor consideracion y respeto.

TOMAS MANUEL DE ANCHORENA.

Es copia.

El Oficial Mayor de Relaciones Exteriores

Manuel de Irigoyen.

(COPIA NUM. 3)

Buenos Aires, Diciembre 11 de 1830.

El Exmo Gobierno Delegado, al tomar en consideracion la nota del 26 del próximo pasado, dirigida por el Sr. Cónsul General de Francia al Ministro que suscribe, ha observado que

sin adelantar en fundamentos el Sr. Cónsul General, parece que se propone arribar á su objeto, presentando la materia en cuestion como un acto de violencia igual al que en el año próximo pasado cometió contra los individuos de la Nacion Francesa el Gobernador intruso de esta ciudad: pero apoyado S. E. en la rectitud de sus intenciones, y bien penetrado de la justicia con que procede, está muy distante de creer que se incurra en tal equivocacion, y que la discusion presente tome la misma direccion que las contestaciones que tuvo el Sr. Cónsul General con el expresado Gobernador, porque ni la cuestion es de la misma naturaleza, ni tiene el mismo aspecto, ni la aplicacion de principios que hizo entonces el Sr. Cónsul General, es como la que hace en el día. Las diferencias están bien marcadas en las dos notas que le ha dirigido el que suscribe, datadas el 8 y 23 del mes anterior, y el Exmo. Gobierno Delegado espera que el Sr. Cónsul General no se desentenderá por mas tiempo de ella.

Es ciertamente sensible que en una discusion en que solo se trata de un derecho que el Gobierno cree asistir á esta Provincia en virtud de su soberanía é independencia, y que por lo mismo ha debido entablarse de buena fé con solo el fin de hacer lucir la verdad y la justicia, se frustre tan importante objeto por tener el mayor cuidado en fijar el verdadero sentido de las palabras, presentar los hechos en su realidad, y hacer la aplicacion de los principios con la exactitud necesaria para evitar consecuencias absurdas. El que suscribe ha manifestado ya al Sr. Cónsul General que el decreto de 14 de Octubre se dirige tan solamente á dar cumplimiento á la ley de 10 de Abril de 1821. Que esta no llama al servicio en los cuerpos de milicia indistintamente á todos los extranjeros, sea o no transeuntes, sino á los que se hallan en los casos que ella expresa: es decir, á los que por la obligacion que han contraído libremente de prestar aquel servicio; á los que por estar establecidos en la Provincia con su fortuna é industria, gozando de los mismos derechos civiles que los naturales, y por haberse desprendido de todo vínculo social con el estado en que nacieron, han dejado de pertenecer á él, se han hecho súbditos de este Gobierno, y de consiguiente están fuera de la proteccion de las leyes del Estado á que pertenecian. Tales son los dueños de tienda, pulperia ó almacén de abasto al menudeo; tales los propietarios de bienes raíces, y los que ejercen algun arte ú oficio á que deben su subsistencia y fortuna, y tales los comerciantes establecidos en el país, que hacen como los naturales el comercio de él con las demas naciones, y no el de estas con el país. Y aunque el Sr. Cónsul General dijo en su segunda nota del 15 del próximo pasado, que dicha ley no seria sino un modo de evadir el derecho de gentes, se le ha hecho ver todo lo contrario; y ahora se agrega que ella está en perfecta comoda con lo que hacia mas de un siglo se observaba en España sin oposicion alguna de las demas naciones. Si, pues, un Francés que hace años habita en la Provincia, que nada tiene en Francia, y todo lo tiene aquí; que dedicado á la labranza ó pastoreo, ó á algun arte ú oficio, ó al ejercicio de revendedor ó pu'pero, &c., debe su subsistencia y fortuna á lo que produce y vende en el país, y que no tiene la menor parte activa en las relaciones de comunicacion y comercio de la Francia con este Estado, por derecho de gentes, y conforme á los artículos 102, 103 y 105 del Código civil de Francia, es domiciliario de esta Provincia, y por el artículo 17 del mismo Código, de conformidad con el voto unánime de todos los publicistas, ha perdido la calidad de Francés y se le ha hecho súbdito de este Gobierno, no ha un título, ó principio sobre que el Sr. Cónsul General de Francia, se crea autorizado para dispensarle su proteccion consular. Tal conducta no podria tener lugar sino suponiendo que esta Provincia fuese una colonia de Francia, y el Sr. Cónsul General, un Fiscal encargado de oponerse á cuanto le pareciera mal en su administracion. Pero un pueblo que lleva veinte años de guerra contra la España, haciendo los mas heroicos sacrificios por su libertad é independencia, no podia pasar jamás por tan falsa como humillante suposicion, ni la gran nacion Francesa, tan célebre en el mundo por su amor á la libertad, y que con un heroismo sin ejemplo acaba de romper el yugo de la tiranía, aprobaria semejante procedimiento. Y así es que el Exmo. Gobierno Delegado cree que el Sr. Cónsul General de Francia se ha dejado arrastrar mas allá de lo justo por un celo excesivo en el cumplimiento de su deber.

Cita el Sr. Cónsul General la carta particular que en 27 de Mayo del año próximo pasado le escribió del pueblo de los Remedios el actual Sr. Gobernador propietario, entonces úni-

camente un Comandante General de Campaña: pero fuera de que su contexto es referente al caso en que llegase á atacar á los amotinados dentro de esta ciudad, los sentimientos que en ella manifestó el Sr. Gobernador no han sido hasta ahora contrariados por la presente Administracion. Allí se aplaude al Sr. Cónsul General la conducta que observó contra un cabeza de motin, que sorprendió al país en su tranquilidad, quiso someterlo al imperio de su furor, y asesinando al Gefe del Estado, amenazaba con iguales atentados á cuantos se oponian á su criminal agresion. Allí se le promete que los individuos de la nacion Francesa serán atendidos y protegidos como lo desea. ¿Y cuál es la contradiccion que advierte el Sr. Cónsul General entre estas expresiones, y la conducta del actual Gobierno? ¿Es acaso igual la investidura que tomó D. Juan Lavalle el 1.º de Diciembre de 1828, que la del Gefe que hoy preside á la Provincia. ¿El servicio á que hoy son llamados los extranjeros domiciliados es de igual naturaleza al que entonces se les exigió? ¿Se causa la menor molestia á los individuos de la Nacion Francesa? ¿Hay transeuntes de otra nacion que obtengan alguna ventaja en el país de que no disfrutaban aquellos? Ciermente que nó.

Sin embargo, el Sr. Cónsul General dice, que obligar á servir á los Franceses en la milicia, y no hacer otro tanto con los Ingleses y Norte Americanos, es una arbitrariedad, es una injusticia. Pero ademas de que aun cuando fuese cierto lo que supone el Sr. Cónsul, no es de su resorte reclamar de esa arbitrariedad é injusticia, pues no afecta las relaciones de comercio de la Francia con esta Provincia, por cuanto no recae sobre individuos de la misma nacion, sino sobre personas que no le pertenecen, se equivoca tambien el Sr. Cónsul en clasificar de este modo la excepcion de hecho que hace el Gobierno. Jamas puede considerarse arbitrario un procedimiento manifestado, que se halla apoyado en el voto de la comunidad y libre consentimiento de los Representantes de la Provincia; y menos puede considerarse injusto cuando no es otra cosa que una demostracion de gratitud, á cuya cooperacion son llamados los que participan de las ventajas que la motivan. Todo el mundo sabe que los Estados Unidos de Norte América é Inglaterra fueron los primeros en reconocer nuestra Independencia política, y que á la liberalidad de su conducta para con nosotros, debemos el hallarnos hoy día en una posicion mas feliz que la que nos hubiese tocado en caso contrario. ¿Qué tiene, pues, de extraño, que en prueba de gratitud á nuestros primeros amigos y bienhechores, exoneremos el Gobierno de hecho y por ahora del servicio de la milicia á los Norte Americanos é Ingleses que se domicilian en el país, y que prestandose gustosos los naturales á esta demostracion, exija la cooperacion de los demas extranjeros domiciliados, que por participar de las ventajas del país debidos á esos actos de liberalidad, se han incorporado á nuestra poblacion? El Sr. Cónsul General debe persuadirse que sobre este particular nada importa el rango y poderío de una nacion; lo que importan son los títulos que la hayan hecho acreedora á nuestra gratitud; y esta Provincia y demas de la República á los Estados Unidos de Norte América y á Inglaterra consideraciones que no han obtenido de Francia ni de ninguna otra nacion.

Con respecto á la capitulacion que celebró el Visconde de Venancourt el año próximo pasado, en que tanto insiste el Sr. Cónsul General, el que suscribe cree que haria una ofensa á la razon, si se detuviese en esforzar las reflexiones que ha hecho en sus dos notas anteriores, principalmente cuando el Sr. Cónsul se escusa la molestia de ellas, y solo agregará, que el Visconde no manifestó credenciales de su Gobierno para tratar; que D. Martin Rodriguez era Delegado de D. Juan Lavalle, á quien jamás esta Provincia reconoció por Gobernador, y antes resistió su autoridad con las armas en la mano desde el momento que intentó darse esta investidura, y que estando á la aplicacion de principios del Sr. Cónsul General la inteligencia y valor de dicha capitulacion deberia someterse esclusivamente al juicio del Visconde de Venancourt y de Don Martin Rodriguez, únicas personas que lo celebraron, y de consiguiente habria de estarse á lo que ellos resolvieron. Mas si esto es un absurdo, no lo es menos, que siendo esta Provincia un Estado Soberano é Independiente, su Gobierno somete al conocimiento y deliberacion de la Francia el valor y cumplimiento de una ley concerniente á su régimen interior, sobre cosas que no pertenecen á aquella nacion. Y bajo de este concepto, apurando hasta lo sumo la indulgencia del Gobierno, el único medio que podria adoptarse para mantener ilesos los derechos de

ambos Estados, dejando la cuestion *in statu quo*, seria que se ausentasen del país los extranjeros comprendidos en la ley de 10 de Abril de 1821, que reusasen su cumplimiento. Esto es lo mas conforme al derecho de gentes, aun en el gratuito supuesto que deban ser considerados como transeuntes, segun enseña Wattel en el libro 2.º, capítulo 8.º. § 108, que dice así: "Un extranjero no puede pretender la libertad de vivir en un país sin respetar las leyes: si las viola, es punible como perturbador del orden público, y culpable respecto de la sociedad, pero no está sometido como los súbditos á todas las órdenes del Soberano; y si se exigieren de él cosas que no quiera, podra abandonar el país. En todos tiempos es dueño de irse, y no podrá ser retenido nunca, sino por cierto tiempo y por especiabilísimas razones; como seria, en tiempo de guerra, el temor de que un extranjero, instruido del estado del país y de las plazas fuertes, fuera á comunicar esas noticias al enemigo."

Por lo demas el Exmo. Gobierno Delegado está bien penetrado de las críticas circunstancias en que se halla el país: conoce que nada seria mas funesto que hacer tomar parte á los extranjeros en sus disenciones domésticas; y que ahora mas que nunca importa alejar todo motivo de resentimiento entre ellos y los naturales de la Provincia: Pero el uso de estas consideraciones corresponde esclusivamente á su autoridad: y como la tal exoneracion del servicio de la milicia, contra el tenor expreso de la ley, deberia causar un disgusto general en los hijos del país en fuerza de las razones que se han aducido, por esto es que el Gobierno los llama, para que ayuden á sobrellevar el servicio pacífico que están haciendo actualmente los milicianos; servicio que es solo de orden y de pura policia, y á que está obligado todo el que habita en un Pueblo, desde el momento que así lo dispone la autoridad que lo preside.

El que suscribe tiene el honor de reiterar como siempre al Sr. Cónsul General las protestas de su particular consideracion y respeto.

TOMAS MANUEL DE ANCHORENA.

Es copia.

El Oficial Mayor de Relaciones Exteriores

Manuel de Irigoyen.

Consulat Général de
France à Buenos
Aires.

Buenos Aires, le 9 Janvier 1838.

A S. E. M. le Ministre des Affaires Etrangères
du Gouvernement de Buenos Ayres
Chargé des Relations Extérieures de la
Confédération Argentine.

Le soussigné Consul de France Gérant par
intérim le Consulat Général de France à Bue-
nos Ayres accuse réception à S. E. M. le Minis-
tre des Affaires Etrangères de la lettre du 8
du présent mois et attend en retour un accusé
de réception des notes des 13 et 22 Décembre
et du 5 Janvier dernier.

Que l'Administration BuenosAiriennne se
rassure : le soussigné fera connaître avec exac-
titude à son Gouvernement les raisons qui ont
motivé l'échange réponse qu'il a reçue à la pre-
mière de ses notes et que pour plus de fidélité il
transmettra en original à Paris !

Le soussigné en observant le profond si-
lence que l'Administration Argentine lui a im-
périeusement prescrit attendra le moment où il
sera appelé à fournir la preuve irrécusable qu'il
n'a en rien outrepassé les instructions du Gou-
vernement de S. M. le Roi des Français.

Le soussigné renouvelle à M. le Ministre
l'assurance de sa considération.

Le Consul de France Gerant par intérim le Consulat General.

Signé :

AIMÉ ROGER.

Buenos Ayres Enero 15 de 1838.

Al Sr. Consul Encargado interinamente del Con-
sulado General de Francia en esta ciudad.

El infrascripto, Oficial Mayor del Ministe-
rio de Relaciones Exteriores de la República
Argentina, cumplo por medio de esta carta
con la ó den que tiene del Sr. Ministro del ex-
presado departamento, de avisar al Sr. Consu-
l Encargado interinamente del Consulado Gene-
ral de Francia en esta ciudad, que ha llegado
á manos de S. S. el acuse de recibo que con fe-
cha 9 del corriente le ha dirigido el Sr. Consul

Consulado General de
Francia en Buenos
Aires.

Buenos Ayres, 9 de Enero de 1838.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exterio-
res del Gobierno de Buenos Ayres,
Encargado de las que corresponden á la
Confederacion Argentina.

El Consul de Francia infrascripto, Encar-
gado interinamente del Consulado General de
Francia en Buenos Aires, acusa recibo á S. E.
el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, de su
carta 8 del que rige, y de su parte aguarda el
acuse de recibo de sus notas de 13 y 22 de Di-
ciembre próximo pasado, y de 5 del presente
Enero.

¡Tranquilízese la Administración de Bue-
nos Aires! el que suscribe pondrá con exactitud
en conocimiento de su Gobierno los motivos
que han ocasionado la estraña contestación
que tiene recibida á la primera de sus notas, y
aquella, para mayor legalidad, la transmitirá ori-
ginal á Paris.

El abajo firmado, al observar el profundo
silencio que la Administración le tiene pre-
scripto, aguardará la hora en que será llamado á
dar una prueba irrecusable de que no ha excedi-
do en nada las instrucciones del Gobierno de
S. M. el Rey de los Franceses.

El infrascripto reitera á S. E. el Sr. Minis-
tro las seguridades de su consideración.

El Consul de Francia, desempeñando
interinamente el Consulado General.

AIMÉ ROGER.

Buenos Ayres le 15 Janvier 1838.

A M. Le Consul, Gérant par intérim le Consu-
lat Général de France en cette ville.

Le soussigné premier Secrétaire du Minis-
tère des Relations Extérieures de la République
Argentine remplit par l'envoi de la présente les
ordres qu'il a reçus de M. le Ministre dudit
Département de faire savoir à M. le Consul
Gérant par intérim le Consulat Général de
France en cette ville, que S. S. a reçu l'accusé
de réception que lui a adressé M. le Consul, le 9
du courant, pour la note que S. S. lui avait

de la nota contestacion que le habia pasado S.
S. el dia anterior. Que S. S. no ha acusado
ni acusará el recibo que exige el Sr. Consul de
sus notas de 13 y 22 de Diciembre próximo pa-
sado, y 5 del presente Enero, porque creó que
este es el único medio de esforzar su modera-
cion para con el Sr. Consul, sin faltarse á su pro-
pia dignidad; y que esté igualmente avisado el
Sr. Consul, de no esperar que sea llamado á dar
la prueba que ofrece de no haber excedido en
nada las instrucciones del Gobierno de S. M. el
Rey de los Franceses, por ser ella inconducente
y de ninguna aplicacion al asunto sobre que se
le ha contestado por el Gobierno Encargado
de las Relaciones Exteriores de esta Repúbli-
ca.

Soy del Sr. Consul con toda consideracion,
atento servidor, Q. B. S. M.

MANUEL DE IRIGOYEN.

Consulat Général de
France à Buenos
Aires.

Buenos Ayres, le 10 Mars 1838.

A S. E. M. le Ministre des Affaires Etrangères
du Gouvernement de Buenos Ayres Chargé
des Relations Extérieures de la Confédéra-
tion Argentine.

MONSIEUR LE MINISTRE.

Le Gouvernement de S. M. le Roi des
Français m'avait chargé d'exiger de celui de
Buenos Ayres la mise en liberté du Sr. César
Hipolite Bacle ou les preuves du crime dont il
était accusé; d'intervenir officiellement en
faveur du Sr. Blaise Despouy; de m'opposer à
l'enrolement dans la milice des Français resi-
dant sur le territoire Argentin; Enfin de récla-
mer au nom des principes du droit des gens
l'application des garanties que le traité Britanni-
que a fait prévaloir en faveur des anglais.

Chaque fois qu'à l'égard des Srs. Cesar
Bacle, Blaise Despouy, Martin Larre, Jourdan
Pons, Salvat Garrat et Pierre Lavie, j'ai voulu
intervenir, Votre Excellence mettant en avant
des prétentions inadmissibles ou m'opposant
des lois contradictoires et injustes a nié forme-
llement mon droit d'intervention et s'est renfer-
mé dans un silence absolu. Laisant donc
momentanément les faits de côté, j'ai dû enga-
ger la discussion sur les principes et tenter
d'amener le Gouvernement de Buenos Ayres à

transmettre le jour précédent; que S. S. n'a point
accusé et n'accusera point réception, comme le
demande M. le Consul, de ses notes des 13 et
22 Novembre dernier et du 5 du présent mois,
parce que S. S. croit que c'est le seul moyen de
prouver toute sa moderation envers M. le Con-
sul et de ne point manquer à sa propre dignité:
Que M. le Consul sache également qu'il ne doit
point s'attendre à être appelé à fournir la preu-
ve qu'il n'a en rien outrepassé les instructions
du Gouvernement de S. M. le Roi des Français
puisque une telle preuve est inutile et est tout à
fait étrangère à l'affaire sur laquelle lui a répon-
du le Gouvernement Chargé des Relations Ex-
térieures de cette République.

Je suis avec toute considération de M. le
Consul le dévoué serviteur qui lui baise les
mains.

Signé :

Manuel de Irigoyen.

Consulado General de
Francia en Buenos
Aires.

Buenos Ayres, Marzo 10 de 1838.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Ex-
teriores de Buenos Ayres, Encargado de
las que corresponden á la Confederacion
Argentina.

SEÑOR MINISTRO.

El Gobierno de S. M. el Rey de los Fran-
ceses me habia encargado de exigir del de
Buenos Aires la libertad de D. César Bacle, ó
bien las pruebas del crimen que á este indivi-
duo se atribuia; de intervenir de un modo oficial
en favor de D. Blas Despouy; de oponerme al
alistamiento en las milicias de los Franceses
residentes en el territorio Argentino. En fin,
de reclamar para mis nacionales, y en nombre
de los principios del derecho de gentes, la apli-
cacion de las garantías que el tratado Británico
ha establecido en favor de los ingleses.

Siempre que he querido intervenir con res-
pecto á D. César Bacle y Blas Despouy así co-
mo respecto de Martin Larre, Jourdan Pons,
Salvat Garrat y Pedro Lavie, V. E. anticipando
pretensiones inadmisibles, ó oponiendome le-
yes contradictorias é injustas, ha negado for-
malmente mi derecho de intervencion, y se ha
mantenido en un absoluto silencio. Dejando
pues aparte los hechos por un momento, he de-
bido empeñar la discusion sobre los principios,
y procurar atraer al gobierno de Buenos Aires á

une plus saine appréciation du droit des gens ; mais alors encore Votre Excellence a nié le droit de discussion qui m'appartient.

Les prétextes n'ont pas manqué :

On a écrit : — Le Consul n'a pas de lettres de créance :

— Il n'est pas chargé d'affaires :

— Le gouvernement Français par un silence de 6 ou 7 années, n'a acquiescé aux principes soutenus par celui de Buenos Ayres.

Et on a dit : — Le pouvoir exécutif fait exécuter les lois et ne les rend pas &c.

En entendant ce langage ne s'est-il donc pas rappelé :

1.º Que M. Picolet d'Hermillon Consul Général de S. M. le Roi de Sardaigne n'a pas présenté de lettres de créance lorsque par un acte essentiellement politique il a reconnu l'indépendance de la République Argentine ; Et que Mr. Mendoville Consul Général de France n'a également présenté aucune lettre de créance quand d'après l'ordre et au nom du Gouvernement de S. M. Louis Philippe il a fait la déclaration de l'Indépendance de la République Argentine : Déclaration faite avec générosité, accueillie avec enthousiasme, mais qui n'a jamais pu signifier que S. M. faisait au détriment des citoyens Français l'abandon des droits que la loi commune des nations a consacrés.

2.º Que le Consul actuel a reçu du Gouvernement de Buenos Ayres l'assentiment authentique qui lui était nécessaire pour exercer par *interim* les fonctions de Consul Général.

3.º Que le Gouvernement de Buenos Ayres a refusé d'admettre deux chargés d'affaires Français : Que l'un d'eux fut obligé de se retirer et l'autre d'attendre une année entière le meilleur vouloir de l'Administration Argentine. Que le premier de ces agents se présenta en 1832 et le second en 1835 et que par conséquent le silence du gouvernement Français à la suite de la discussion de 1831 entre le Consul et le Gouvernement Argentin s'explique tout naturellement que par un acquiescement.

4.º Que le 7 mars 1835 une loi a déclaré que toute la somme du pouvoir public était déposée dans les mains du Gouverneur et Capitaine Général D. Juan Manuel de Rosas pour le terme de 5 années, et que partant, pour

à una apreciación mas exacta del derecho de gentes. Pero aun entonces V. E. ha negado el derecho de discusión que me pertenece.

No han faltado pretextos.

Se ha escrito: El Cónsul no tiene credenciales

No es Encargado de Negocios:

El Gobierno Francés por un silencio de 6 ó 7 años ha adherido á los principios sostenidos por el de Buenos Aires;

Y se ha dicho: El Poder Ejecutivo manifiesta la ejecución de las leyes y no las sanciona.

Al hablar de este modo el Gobierno de Buenos Aires no se acordó pues

1.º Que el Sr. Picolet de Hermillon Cónsul General de S. M. el Rey de Cerdeña, no exhibió credenciales, cuando por un acto esencialmente político reconoció la independencia de la República Argentina.—Que el Sr. Mendoville, Cónsul General de Francia, no presentó igualmente credencial alguna, cuando de orden y en nombre del Gobierno de S. M. Luis Felipe, hizo la declaración del reconocimiento de la independencia de la República:—declaración hecha con desinterés, acogida con entusiasmo, pero que jamás pudo importar que S. M. en perjuicio de los ciudadanos Franceses, renunciase los derechos que la ley común de las naciones tiene consagrados.

2.º Que el Cónsul actual ha recibido del Gobierno de Buenos Aires el auténtico asenso que le era preciso para ejercer *interinamente* las funciones de Cónsul General.

3.º Que el Gobierno de Buenos Aires se ha negado á admitir dos Encargados de Negocios de la Francia; que el uno tuvo que retirarse, y el otro que aguardar un año entero el mejor querer de la Administración Argentina. Que de los expresados agentes, el primero se presentó en 1832, y el segundo en 1835; y de consiguiente, que el silencio del Gobierno Francés, después de la discusión entre el Consulado y el Gobierno Argentin, en 1831, debe entenderse de cualquiera otro modo, mas bien que como una aquiescencia.

4.º Que el 7 de Marzo de 1835 una ley declaró, que toda la suma del poder público quedaba depositada en manos del Sr. Gobernador y Capitan General D. Juan Manuel Rosas, por el término de cinco años; y que por tanto, en

añeas á Buenos Aires una seule main réunit les pouvoirs législatif et exécutif et que quand bien même il n'en serait pas ainsi, c'est au chef de l'Etat à provoquer la création de lois nécessaires ou l'abrogation de lois injustes et de nature à compromettre les relations de bonne harmonie qui existent entre la nation qu'il préside et les puissances étrangères.

5.º Que les principes dont au nom du Gouvernement de S. M. j'ai invoqué l'application sont adoptés, consacrés pour ainsi dire, dans une foule de décrets; et pour n'en citer qu'un qui a trait à l'affaire même du Sr. Bacle dans celui du premier Février 1832 sur les obligations des imprimeurs.

6.º Enfin et peut-être avant tout que la France a toujours été pour la République une amie sincère, qu'elle lui a donné de nombreuses preuves de bienveillance et de modération et qu'elle ne demande rien que de conforme à l'équité.

Monsieur le Ministre, toutes ces considérations et bien d'autres encore développées, comme il était facile de le faire, eussent convaincu le Gouvernement Argentin de la justice de nos réclamations, mais votre Excellence sait assez pourquoi j'ai gardé le silence.

Le droit d'intervention en faveur de mes compatriotes m'étant refusé, le droit de discussion m'étant interdit, les Français qui résident à Buenos Aires demeurent sans protection; car j'ai perdu tout moyen de leur être utile et de remplir désormais la mission que j'ai eue du Gouvernement de S. M. Je ne puis rester le témoin muet d'actes arbitraires, et je compromettrais la dignité du Gouvernement que je représente et mon caractère personnel si je consentais à tolérer en silence de nouveaux dénis de justice.

En conséquence, si votre Excellence ne peut obtenir de S. E. Mr. le Gouverneur l'autorisation de répondre d'une manière satisfaisante aux justes demandes que je lui ai adressées par ordre du Gouvernement de S. M. le Roi des Français, je la prie de vouloir bien considérer ma mission comme terminée et de me faire expédier mes passeports pour le mercredi 14 du courant à midi.

Monsieur le Ministre, je n'ai épargné aucun moyen d'arriver à une conciliation et j'ai eu la douleur de ne pas réussir: je conserverai toutefois le souvenir des témoignages d'estime

dichos años, una sola mano reúne, en Buenos Aires, los poderes legislativo y ejecutivo; y que aun cuando así no fuera, al Jefe del Estado compete recabar la creación de leyes precisas, ó la abrogación de leyes injustas, y cuya naturaleza podría comprometer las relaciones de buena armonía que existen entre la nación á quien preside, y las potencias extranjeras.

5.º Que los principios, cuya aplicación he pedido en nombre del Gobierno de S. M., están admitidos, consagrados, por decir así, en un sin número de decretos; y por no citar mas que uno referente al mismo asunto del Sr. Bacle, en el de 1 de Febrero de 1832 sobre las obligaciones de los impresores.

6.º En fin, y tal vez, antes de todo que la Francia ha sido siempre amiga sincera de la República; que le ha dado bastantes pruebas de benevolencia y de moderación, y que no pide nada que esté disconforme con la equidad.

Señor Ministro, todas estas consideraciones, y muchas otras aclaradas, como era fácil hacerlo, hubiesen convencido al Gobierno Argentin de lo fundado de nuestras reclamaciones: pero sabe muy bien V. E. porque he guardado silencio.

Habiéndome negado el derecho de intervención en favor de mis compatriotas, privándome el de la discusión, los Franceses residentes en Buenos Aires ya quedan sin protección alguna, desde que se me quitaron todos los medios de serles útil, y de cumplir en adelante con la misión que me encargó el Gobierno de S. M. No puedo presenciar actos de arbitrariedad y callar: seria comprometer la dignidad del Gobierno que yo represento, y mi carácter personal si consintiese en tolerar en silencio nuevas denegaciones de justicia.

En consecuencia en caso que V. E. no consiga obtener de S. E. el Sr. Gobernador la autorización de contestar de un modo satisfactorio á las justas reclamaciones que le tengo dirigidas de orden del Gobierno del Rey de los Franceses, ruego á V. E. quiera considerar mi misión como concluida y disponer se me expidan mis pasaportes para el Miércoles 14 del que rige á las 12.

Señor Ministro, no he perdonado arbitrio alguno para llegar á una conciliación y he tenido el dolor de no conseguirlo. Conservaré sin embargo en la memoria las pruebas de estima-

et d'affection personnelle que j'ai reçus de S. E. Mr. le Gouverneur et de votre Excellence, mais ces témoignages flatteurs m'eussent été plus précieux s'ils m'eussent servi à ramener l'administration de Buenos Aires aux sentiments de modération et d'équité dont je suis animé.

Agréé &.

Le Consul de France Gérant par interim le Consulat Général.

Signé:

AIME ROGER.

VIVA LA FEDERACION !

El Ministro de Relaciones Exteriores del Gobierno de Buenos Ayres, Encargado de las que corresponden á la Confederacion Argentina.

Buenos Ayres, Marzo 13 de 1833.
Año 29 de la Libertad, 23 de la Independencia y 9 de la Confederacion Argentina.

Al Sr. Cónsul de Francia.

El infrascripto, habiendo elevado al conocimiento del Exmo. Sr. Gobernador la nota de S. S. fecha 10 del corriente, en que, reproduciendo bajo su solo carácter de Encargado interinamente del Consulado General de Francia las pretensiones que dedujo por la de 30 de Noviembre último, después de hacer clasificaciones ofensivas é incompetentes de las leyes vigentes en la República Argentina, y de agregar hechos tan inexactos como fáciles de desvanecer, manifesté que en caso de no obtener el infrascripto de S. E. la autorización para contestar de un modo satisfactorio á las demandas que tiene dirigidas, según expresa, de orden del Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, considere S. E. su misión como concluida, y disponga se le expida pasaporte para el Miércoles 14 á las doce: ha recibido orden del Exmo. Sr. Gobernador para remitirlo á S. S. según lo solicita; y aunque es altamente sensible á este Gobierno la dirección que ha tomado este asunto, espera que, caracterizado suficientemente

cion y de afecto personal que he recibido de S. E. el Sr. Gobernador y de V. E. Pero me hubieran sido mas preciosos tan lisonjeros testimonios, si me hubiesen servido para traer la Administración de Buenos Aires á los sentimientos de modération y de equidad que me animan.

Quiero V. E. &.

El Cónsul de Francia, Encargado interinamente del Consulado General.

AIME ROGER.

VIVE LA FEDERATION !

Le Ministre des Relations Extérieures du Gouvernement de Buenos Ayres Chargé des Affaires Etrangères de la Confederation Argentine.

Buenos Ayres, le 13 Mars 1833.
29 année de la Liberté, 23 de l'Indépendance et 9me. de la Confederation Argentine.

A Mr. le Consul de France.

Le soussigné ayant porté à la connaissance de S. E. Mr. le Gouverneur la note du 10 du courant dans la quelle votre seigneurie reproduit, sous son seul caractère de chargé par interim du Consulat Général de France, les prétentions qu'il a énoncées dans celle du 30 Novembre dernier; et dans la quelle après avoir fait des qualifications offensantes et incompetentes des lois en vigueur dans la Confederation Argentine, et avoir en outre cité des faits aussi inexactes que faciles à détruire, votre seigneurie demande que dans le cas ou le soussigné ne pourrait pas obtenir de S. E. l'autorisation de répondre d'un manière satisfaisante aux réclamations qu'il a adressées, comme il l'exprime, d'après les instructions du Gouvernement de S. M. le Roi des Français, S. E. veuille bien considérer sa mission comme terminée et ordonner qu'on lui expédie ses passeports pour le mercredi 14 du courant à midi; Le soussigné a reçu l'ordre de remettre à votre seigneurie ces passeports qu'elle réclame, et quoique la direction prise par cette affaire soit très pénible au Gouvernement, il espère que votre seigneurie suffisamment autorisée par S.

S. S. por S. M. el Rey de los Franceses, le proporcionará la oportunidad de dar las debidas explicaciones con un espíritu de franqueza y benevolencia, que acrediten á S. M. los sinceros deseos de la Confederacion por mantener ileñas las buenas relaciones con la Nacion Francesa, bajo los sanos principios del derecho de gentes.

Dios guarde á S. S. muchos años.

FELIPE ARANA.

A M. le Brigadier Général D. Juan M. de Rosas, Gouverneur et Capitaine Général de la Province de Buenos Ayres. Chargé des Relations Extérieures de la Confederation Argentine.

Devant Buenos Ayres, le 24 Mars 1833.

EXCELLENCE,

Le Consul de France, Chargé d'affaires près de votre Gouvernement, n'a pu obtenir que l'on fit droit aux réclamations qu'il devait présenter au nom du Gouvernement Français: il a du, par suite de ces refus, demander ses passeports et se retirer.

Je viens après lui, Mr. le Gouverneur Général, vous fournir la dernière preuve des intentions bienveillantes de la France envers votre Gouvernement, et appeler vos sérieuses réflexions sur les conséquences que pourrait amener la persistance dans vos refus à écouter ses justes réclamations, et à méconnaître les sentiments qu'il les ont dictées. Dans ce cas, vous assumerez seul l'immense responsabilité des événements que votre personnelle volonté aura provoqués. Je crois, Mr. le Gouverneur Général, que cette considération est de nature à mériter toutes vos méditations.

Vous êtes militaire, Mr. le Gouverneur général, je le suis comme vous; entre nous, un d'engagement franc et loyal, dépourvu de toute pensée d'intimidation ou de jactance, est le seul glorieux de notre caractère commun. eh bien, Mr. le Gouverneur général, croyez à la franchise

M. le Roi des Français lui procurera ainsi l'occasion de donner les explications qui sont dues, avec un esprit de franchise et de bienveillance qui feront connaître à S. M. le désir sincère qu'il éprouve la Confederation de conserver intactes les bonnes relations avec la nation française, sous la garantie des sains principes du droit des gens.

Dieu garde votre seigneurie de longues années.

PHILIPPE ARANA.

Al Sr. Brigadier General D. Juan M. Rosas, Gobernador y Capitan general de la Provincia de Buenos Aires Encargado de las Relaciones Exteriores de la Confederacion Argentina.

Frente á Buenos Ayres, el 24 de Marzo de 1833.

EXMO. SEÑOR :

El Cónsul de Francia, Encargado de Negocios cerca del Gobierno de V. E., no ha podido conseguir que se accediese á las reclamaciones que debia presentar á nombre del Gobierno Francés; y por consecuencia de esa negativa ha tenido que pedir sus pasaportes y retirarse.

Yo vengo, después de él, Sr. Gobernador General, á dar á V. E. la última prueba de las benévolas disposiciones de la Francia respecto del Gobierno de V. E. y á llamar su mas seria atención sobre las consecuencias que podría traer la insistencia en negarse á oír aquellas justas reclamaciones, y en desconocer el sentimiento que las ha dictado. En ese caso V. E. contraerá solo la inmensa responsabilidad de los acontecimientos que provoque su voluntad personal; y yo creo, Sr. Gobernador General que esta consideración es de tal naturaleza que merece toda su meditación.

V. E. es militar, Sr. Gobernador, yo lo soy como V. E.; entre nosotros, un lenguaje franco y leal, desnudo de toda idea de intimidación ó de jactancia, es el único que conviene á nuestro carácter común. Pues bien, Sr. Gobernador General, crea V. E. la franqueza de un anti-

d'un vieux soldat, qui partage pour vous les sentimens de son pays : la question que vous soutenez aujourd'hui est sans rapport, avec les conséquences qu'elle peut amener ; c'est une simple question d'amour propre mal entendu, car votre adhésion à ce que demande le Gouvernement Français ne peut blesser ni votre intérêt, ni votre honneur, ni votre dignité nationale : et votre refus attaquerait vivement l'honneur, et la dignité de la France ! Vous ne sauriez persister dans une volonté blessante pour la France, pas plus qu'elle ne pourrait le souffrir ; je ne puis me persuader que V. E. veuille briser les liens de bonne harmonie qui ont existé entre les deux gouvernemens, et livrer à toutes les conséquences d'une rupture le pays qui vous a choisi pour le gouverner, lors qu'il s'agit surtout d'une cause qui ne saurait lui préjudicier. S'il en était autrement, Mr. le Gouverneur général, je croirais devoir renoncer à invoquer jamais les principes de la justice et d'une sage modération.

Je viens donc dans un but de conciliation, et pour suspendre les conséquences ultérieures de vos refus, vous demander :

1°. De suspendre à l'égard des Français l'application des principes du Gouvernement Argentin envers les étrangers : que ce gouvernement s'engage à traiter les personnes et les propriétés françaises comme le sont les personnes et les propriétés de la nation la plus favorisée, jusqu'à l'intervention d'un traité.

2°. Reconnaître au Gouvernement Français le droit de réclamer des indemnités en faveur des français qui auraient eu à souffrir injustement dans leurs personnes ou leurs propriétés, par suite des actes du Gouvernement Argentin.

3°. Faire instruire et juger immédiatement l'affaire du Sr. Pierre Lavie.

J'attends votre réponse, Mr. le Gouverneur général ; je désire que cette dernière démarche puisse convaincre V. E., et changer vos dispositions : j'en serai personnellement heureux. Dans tous les cas j'aurai satisfait à un devoir d'humanité qu'approuvera le Gouvernement du Roi des Français si votre refus lui impose des mesures qu'il croira devoir prendre pour terminer ce différend.

Agréez &c.

Signé :

LEBLANC.

quo soldado que participa por V. E. los sentimientos de su país. La cuestión que hoy sostiene V. E. no es de compararse con las consecuencias que puede traer ; es una simple cuestión de amor propio mal entendido ; porque la adhesión de V. E. á lo que pide el gobierno Francés, no puede jamás herir ni los intereses, ni el honor, ni la dignidad nacional de V. E., mientras que su negativa atacaría en lo vivo la dignidad, el honor y los intereses de la Francia. V. E. no podría persistir en una voluntad ofensiva para la Francia, como ella no podría nunca tolerarla. No puedo persuadirme que V. E. quiera romper los vínculos de buena armonía que han existido entre los dos gobiernos, ni abandonar á todas las consecuencias de un rompimiento el país que le ha elegido para gobernarle, cuando se trata sobre todo de una causa que en nada puede perjudicar. Si así no fuese, Sr. Gobernador General, yo creería deber renunciar á invocar nunca jamás los principios de la justicia y de una sabia moderación.

Con el objeto, pues, de conciliarlo todo, y para suspender las ulteriores consecuencias de la negativa de V. E., vengo á pedirle :—

1°. Que suspenda V. E., para con los Franceses, la aplicación de los principios del Gobierno Argentino respecto de los extranjeros ; que este gobierno se comprometa á tratar las personas y propiedades francesas, como lo son las personas y propiedades de la nación mas favorecida, hasta que intervenga un tratado.

2°. Que se reconozca al gobierno Francés el derecho de reclamar indemnizaciones en favor de aquellos Franceses que hayan sufrido injustamente, en sus personas ó en sus propiedades, por actos del Gobierno Argentino.

3°. Que se haga formar y sentenciar inmediatamente la causa del Sr. Pedro Lavie.

Espero la respuesta de V. E. Sr. Gobernador General, deseo que este último paso pueda convencerlo y variar sus disposiciones : de ello me felicitaré personalmente. En todo caso habré satisfecho un deber de humanidad que aprobará el gobierno del Rey de los Franceses, si la negativa de V. E. le arranca medidas que crea deber emplear para terminar esta desavenencia.

Admita &c.

(Firmado,)

LEBLANC.

VIVA LA FEDERACION!

El Ministro de Relaciones Exteriores del Gobierno de Buenos Ayres, En cargo de las que corresponden á la República Argentina.

Buenos Ayres, Marzo 26 de 1838.
Año 29 de la libertad, 23 de la Independencia y 9 de la Confederación Argentina.

Al Exmo. Sr. Contra-Almirante Comandante en Jefe de las fuerzas navales de S. M. el Rey de los Franceses en estación en el Brasil y en los mares del Sud.

El infrascripto ha recibido orden del Exmo Sr. Gobernador para acusar recibo á V. E. de la nota fecha 24 del corriente en que se sirve comunicarle, que á consecuencia de no haber podido obtener el Sr. Cónsul de Francia. Encargado de Negocios cerca de este Gobierno se hiciese lugar á las reclamaciones que debían presentar de parte del Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, y de haber pedido su pasaporte, y retirado á mérito de tal repulsa, viene V. E. á dar la última prueba de las benevolas intenciones de la Francia hacia este Gobierno y á llamar sus serias reflexiones sobre las consecuencias que podrá traer la insistencia de su negativa á escuchar aquellas justas reclamaciones y á desconocer los sentimientos que las han dictado ; y que en este caso tomará solo S. E. la inmensa responsabilidad de los sucesos que provoque su voluntad personal, cuya consideración, á juicio de V. E., es de tal naturaleza que merece todas las meditaciones del Sr. Gobernador ; pasando en seguida V. E. á varias observaciones dirigidas á fundar aquellas reclamaciones y á anunciar que viene V. E. con un ánimo de conciliación y para suspender las consecuencias ulteriores de la negativa de este Gobierno á pedir : 1.º Que se suspenda con respecto á los Franceses la aplicación de los principios del Gobierno Argentino para con los extranjeros ; que se comprometa á tratar las personas y las propiedades Francéas como lo sean las personas y propiedades de la nación mas favorecida, hasta la intervenció de un tratado. 2.º Que reconozca en el Gobier-

VIVE LA FEDERATION!

Le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de Buenos Ayres Chargé des Relations Extérieures de la Confederation Argentinne.

Buenos Ayres, le 26 Mars 1838.
29 année de la Liberté, 23 de l'Indépendance et 9me. de la Confederation Argentinne.

A S. E. Mr. le Contr'Amiral Commandant en Chef les forces navales de S. M. le Roi des Français en station au t Brése dans les mers du Sud.

Le soussigné a reçu ordre de S. E. Mr. le Gouverneur d'accuser réception á votre Excellence de sa note du 24 du courant dans la quelle elle veut bien lui donner connaissance que Mr. le Consul de France Chargé d'Affaires près ce Gouvernement n'ayant pu obtenir qu'on fit droit aux réclamations qu'il devait présenter au nom du Gouvernement de S. M. le Roi des Français ; ayant demandé ses passeports et ayant quitté la République á la suite de ce refus ; votre Excellence vient donner la dernière preuve des intentions bienveillantes de la France envers ce Gouvernement et appelle toute son attention sur les conséquences que pourrait amener sa persistance dans ce refus á admettre ces justes réclamations et á méconnaître les sentiments qui les ont dictées ; et que dans ce cas Monsieur le Gouverneur assumera seul l'immense responsabilité des événements qu'aura occasionnés sa volonté personnelle : Ces considérations, au jugement de votre Excellence, sont de telle nature qu'elles méritent toute l'attention de Mr. le Gouverneur : votre Excellence passant en suite á diverses observations qui tendent á justifier ces réclamations annonce qu'elle vient animée d'un esprit de conciliation et dans le but d'empêcher les conséquences que pourrait occasionner ultérieurement le refus du Gouvernement ; elle demande : 1.º Que le Gouvernement Argentin suspende á l'égard des Français l'application de ses principes envers les étrangers ; qu'il s'oblige á traiter les personnes et les propriétés des citoyens français comme le sont les personnes et les propriétés des sujets de la nation la plus favorisée jusqu'à la conclusion d'un Traité. 2.º Que le Gouvernement Argentin

no fructu el derecho de reclamar indemnizaciones en favor de los franceses que hayan tenido que sufrir *injustamente* en sus personas ó propiedades en consecuencia de actos del Gobierno Argentino. 3.º Que se mande instruir y juzgar inmediatamente el asunto del Sr. Pedro Lavie, y concluye V. E. con expresar que espera la contestacion de este Gobierno deseando que este último paso pueda convencer á S. E. y cambiar sus disposiciones, en lo que se felicitará V. E. personalmente, dejando así satisfecho en todo caso un deber de humanidad que aprobará el Gobierno del Rey de los Franceses si la repulsa del Sr. Gobernador le obliga á V. E. á medidas que crea deber tomar para terminar esta diferencia.

M. y conforme el Sr. Gobernador con V. E. en que un lenguaje franco y leal, despojado de toda idea de intimidacion ó de jactancia, es el único digno del carácter militar que á ambos corresponde, confiado tambien en la noble franqueza de que V. E. se confiesa animado como viejo soldado que participa en favor de S. E. de los sentimientos de su país, y reconocido á la justicia que le dispensa, de que el Gobierno Argentino no quiere romper los vínculos de buena armonía que existen entre los dos Gobiernos ha ordenado al infrascripto manifieste á V. E.

1.º Que le es sorprendente, que el Sr. Cónsul de Francia en esta ciudad tubiese segun lo anuncia V. E. el caracter de Encargado de Negocios cerca de este Gobierno, y mucho mas que no haya podido obtener se hiciese lugar á las reclamaciones que debia presentar de parte del Gobierno del Rey de los Franceses. El Cónsul de Francia, Mr. Aimé Roger, Señor Almirante, si ha tenido tal carácter cerca del Gobierno Argentino, ni lo ha anunciado, ni ha sido acreditado sino en el único de Vice-Cónsul y Encargado interinamente del Consulado General de Francia, que desempeñaba el finado Marqués de Vins de Peysac primero y único Encargado de Negocios de S. M. el Rey de los Franceses cerca de este Gobierno, sustituido por Mr. Henrique Buchet Martigny, que siguió á Francia en el mes de Junio del año pasado, sin haber presentado sus credenciales. Por

reconnaissance au Gouvernement Français le droit de réclamer des indemnités en faveur des Français qui auraient souffert *injustement* dans leurs personnes ou leurs propriétés d'actes du Gouvernement Argentino; 3.º Que l'Affaire du Sr. Pierre Lavie soit immédiatement instruite et jugée; et votre Excellence termine en exprimant qu'elle attend la réponse du Gouvernement et qu'elle désire que cette dernière démarche puisse convaincre Son Excellence et changer ses dispositions, ce dont votre Excellence se félicitera personnellement: votre Excellence aura ainsi rempli dans toute occurrence un devoir d'humanité; ce que ne pourra qu'approuver le Gouvernement du Roi des Français dans le cas ou un refus de Mr. le Gouverneur obligerait votre Excellence à prendre les mesures qu'elle jugerait nécessaires pour terminer ce différend.

Monsieur le Gouverneur est entièrement d'accord avec votre Excellence qu'un langage franc et loyal et dépourvu de toute idée d'intimidation ou de jactance est le seul qui convienne au caractère militaire que vous revêtissez tous deux: Se reposant aussi sur la noble franchise qui anime votre Excellence en qualité de vieux soldat qui professe envers son Excellence les memes sentiments que son pays et reconnaissant de la justice qu'elle lui rend en pensant que le Gouvernement Argentino ne veut point rompre les relations de bonne harmonie qui existent entre les deux Gouvernements, Son Excellence a ordonné au soussigné de porter à la connaissance de votre Excellence.

1.º Qu'il lui paraît surprenant que Mr. le Consul de France en cette ville ait eu, comme l'annonce votre Excellence, le caractère de Chargé d'Affaires près ce Gouvernement et plus encore que Mr. le Consul n'ait pas pu obtenir qu'on fit droit aux réclamations qu'il devait présenter au nom du Gouvernement de S. M. le Roi des Français. Mr. l'Amiral, si le Consul de France, Mr. Aimé Roger, a eu un tel caractère auprès du Gouvernement Argentino, il ne l'a jamais annoncé et n'a été accrédité qu'en qualité de Vice-Consul, Gérant par intérim le Consulat General de France qu'administrerait feu Mr. le Marquis de Vins de Peysac premier et seul chargé d'Affaires de S. M. le Roi des Français près ce Gouvernement et qui a été remplacé par Mr. Henri Buchet-Martigny qui s'est rendu en France en Juin de l'année dernière sans avoir présenté ses lettres de créance.

esta razon, S. E. el Sr. Gobernador en nota de 13 del corriente reprodujo al e-pre-sado Sr. Cónsul de Francia lo que ya se le había manifestado en la de Enero último "de que caracteriza do suficientemente S. S. por S. M. el Rey de los Franceses, le proporcionará la oportunidad de dar las debidas explicaciones con un espíritu de franqueza y benevolencia que acrediten á S. M. los sinceros deseos de la Confederacion por mantener íntimas las buenas relaciones con la nacion francesa bajo los sanos principios del derecho de gentes."

Después de esta franca manifestacion, lejos de considerarse las reclamaciones á que alude V. E. como desatendidas ó repelidas, importa solamente la materia de una cuestion no discutida, porque segun queda manifestado el Sr. Gobernador nada ha contestado acerca de ellas y ha reservado discutir las y considerarlas cuando ellas, segun el uso recibido en todas las naciones sean deducidas por medio de un Ministro ó Agente diplomático enviado *ad hoc* bajo las formas establecidas, pues que acomodándose á los justos cumplimientos que reciprocamente se tributan todos los Gobiernos, no ha podido prestarse sin mengua de la alta posición que ocupa á reconocer un Cónsul sin especial mision acreditada y notificada carácter bastante para exigir el desistimiento y variacion de las leyes y de los principios generales que reglan la economia y política interior de esta República sobre las circunstancias que constituyen el domicilio en ella.

2.º Que hasta hoy esta es la cuestion que sostiene S. E. cuestion que no es simple, ni de honor mal entendido. En ella al paso que no se ve atacado, en lo mas leve, el interés, el honor, y la dignidad de la Francia, se ve herido el interés, honor y dignidad de esta República, que después del reconocimiento que ha hecho la Francia de su Soberanía é Independencia tiene derecho incontestable al homenaje que le corresponde como á cualquiera otra nacion.

3.º Que el Sr. Gobernador cree que el estado actual de esta cuestion no puede producir consecuencias desde que V. E. usando de un lenguaje franco y leal, tiene la oportunidad de persuadirse que este Gobierno no está animado de voluntad ofensiva á la Francia, pues instruido de la direccion positiva que ha llevado

C'est ainsi que son Excellence Mr. le Gouverneur dans sa note du 13 de ce mois a rappelé á Mr. le Consul ce qui lui avait déjà été dit dans celle du 8 Janvier dernier "que sa Seigneurie suffisamment autorisée par S. M. le Roi des Français lui offrirait l'occasion de donner de justes explications avec un esprit de franchise et de bienveillance qui prouvera á S. M. le désir sincère qu'a la Confédération d'entretenir les meilleures relations avec la nation Française sous les sains principes du droit des gens."

Après cette franche manifestation, loin que l'on doive considérer comme négligées ou repoussées les réclamations dont parle votre Excellence, il ne s'agit ici que du fond d'une question non controversée, puisque, comme on l'a prouvé, Mr. le Gouverneur n'a rien répondu à cet égard et s'est réservé de discuter et de prendre en considération ces réclamations, lorsque selon l'usage consacré par toutes les nations, elles lui seront faites par la voie d'un Ministre ou d'un agent diplomatique envoyé *ad hoc* dans les formes établies, car se soumettant aux justes égards que se doivent entre eux les gouvernements, il n'a pu sans manquer à la dignité de la haute position qu'il occupe, reconnaître à un Consul, sans mission spéciale accréditée et prouvée, un caractère suffisant pour exiger de ce gouvernement qu'il se désiste ou qu'il s'écarte des lois ou principes généraux sur lesquels sont basées l'économie et la politique intérieure de cette république quant aux circonstances qui constituent le domicile sur son territoire.

2.º. Que c'est là la question que défend son Excellence; question qui n'est ni simple ni de point d'honneur mal entendu. Là on ne voit attaqués de la manière même la plus indirecte ni les intérêts, ni l'honneur ni la dignité de la France; c'est la République qui est blessée dans ses intérêts, dans son honneur et sa dignité; et cependant après que la France a reconnu sa souveraineté et son indépendance, elle a le droit incontestable au respect qui lui est dû comme à toute autre nation.

3.º. Que M. le Gouverneur croit que l'état actuel de la question ne peut produire aucunes conséquences, dès lors que votre Excellence usant d'un langage franc et loyal veut bien se persuader que ce Gouvernement n'est point animé d'intentions hostiles à la France; car V. E. instruite de la direction positive qu'a

el negocio se halla V. E. en estado, si lo estima, re conveniente de recibir confidencialmente otros conocimientos y datos inequívocos, que poniendo á clara luz los sentimientos de la justicia y política de este Gobierno convendrían también á V. E. de que no es la voluntad personal del Sr. Gobernador la que provoca estos sucesos, sino el inconsiderado concepto con que se han estimado los actos de dignidad y justicia del Gobierno Argentino.

4.º Que muy distante S. E. de entregar á todas las consecuencias de un rompimiento el País que lo ha escogido para gobernarlo, decidido á corresponder tan honorífica confianza, y sostener la inco'umidad de las leyes su libertad é inmunidades, se ha manifestado dispuesto á discutir y considerar los puntos sobre que se versan las reclamaciones del Consulado Francés, siempre que se presente un Agente diplomático, suficientemente autorizado para ello.

5.º Que siendo inconciliable con el espíritu de amistad hacia la Francia que ha manifestado el Gobierno Argentino, la personería de un Gefe militar al frente de una Escuadra para ventilar bajo este solo carácter las proposiciones que contiene la nota de V. E., aun cuando las leyes de la República no prohibiesen al Gobierno entrar con V. E. bajo aquel carácter en la presente cuestion, la aptitud actual de V. E. dejando al Gobierno sin la libertad necesaria para que la razon y no la fuerza conduzca el esclarecimiento de los derechos de la Francia y de esta República á un término recíprocamente amigable y ventajoso le priva de la alta satisfacción que tendria, si la ilustre persona de V. E. acreditada con mision competente hubiese sido escogida por su soberano para discutir las reclamaciones pendientes.

Ultimamente: que si despues de esto V. E. adopta medidas de guerra que crea deber tomar para terminar esta diferencia, la responsabilidad de las consecuencias no recaerá ciertamente sobre el Gobierno Argentino, ni las naciones cultas dejarán de valorar justamente los actos que le privasen del ego'ismo y aplicación de los principios á la amistad entre los Pueblos cultos.

Dios guarde á V. E. muchos años.

(Firmado.)

FELIPE ARANA.

prise cette affaire, est à meme, si Elle le juge convenable, de recevoir confidemment des renseignements peu douteux qui mettant dans tout leur jour les sentimens de justice et de politique de ce gouvernement convaincraient aussi V. E. que ce n'est point l'intention personnelle de Mr. le gouverneur qui amène tous ces incidens sinon l'opinion inconsiderée qu'on s'est formée sur les actes justes et dignes du Gouvernement Argentin.

4.º. Que S. E. bien loin d'exposer à toutes les conséquences d'une rupture le pays qui l'a choisi pour chef, est décidé à répondre à cette honorable confiance en soutenant l'intégrité de ses lois, sa liberté et ses immunités; qu'Elle s'est montrée disposée à discuter et prendre en considération les affaires sur lesquelles roulent les reclamations du Consulat français, lorsqu'elles lui seront faites par un agent diplomatique suffisamment autorisé à cet effet.

5.º. Que la présence d'un chef militaire à la tête de une escadre pour discuter avec ce seul caractère les propositions que contient la note de V. E. ne pouvant s'accorder avec les sentimens d'amitié envers la France qu'a témoignés le Gouvernement Argentin, quand bien même les lois de la République ne s'opposeraient pas à ce que le Gouvernement entrât dans cette discussion avec V. E. dans son dit caractère, l'attitude actuelle de V. E. otant à ce Gouvernement la liberté nécessaire pour que la raison et non la force amènent l'éclaircissement des droits de la France et de cette République à un terme réciproquement amigable et avantageux, le prive de la haute satisfaction qu'il éprouverait si l'illustre personne de V. E. accréditée pour une mission spéciale avait été choisie par son souverain pour discuter les réclamations qui ont été faites.

Enfin, que si malgré tout V. E. prend les mesures de rigueur qu'Elle jugera à propos d'adopter pour terminer ce différent, la responsabilité des conséquences ne retombera certainement pas sur le Gouvernement Argentin, et que les nations civilisées devront apprécier à leur juste valeur des actes qui le priveraient de l'exercice et de l'application des principes admis entre les peuples policés.

Que Dieu conserve V. E. nombre d'années.

PHILIPPE ARANA.

A M. le Brigadier Général
D. Juan M. de Rosas,
Gouverneur et Capitaine
Général de la Province de
Buenos Ayres. Chargé des
Relations Extérieures de
la Confédération Argentine.

Devant Buenos Ayres, le 24 Mars 1833.

EXCELLENCE,

Je viens de recevoir, par l'organe de votre Ministre des affaires étrangères, la réponse que vous me faites l'honneur de m'adresser au sujet de ma lettre du 24 de ce mois.

Je regrette que vous ne veuillez pas accueillir la franchise de mon langage, et que vous pensiez y avoir répondu par des observations aussi complètement étrangères à mes demandes qu'à l'esprit qui les a dictées. Je n'ai voulu entrer avec vous dans aucune discussion de principes: j'avais jugé d'avance que c'était chose inutile; j'espérais obtenir, ainsi que je vous le demandais, une simple suspension de l'application de vos principes envers nos compatriotes, jusqu'au moment où la discussion aurait pu s'établir entre votre Gouvernement et celui de la France par l'intermédiaire de l'agent choisi par elle. En vous refusant aux demandes si justes et si modérées que je vous adressais, et en me répondant que nul intérêt français n'est en souffrance lorsque vous détenez mes compatriotes dans vos prisons ou dans la milice, vous semblez ajouter l'ironie à votre mauvais vouloir. La France n'acceptera pas de vaines protestations, lorsqu'au même instant vous les démentez par votre persistance à refuser la justice qu'elle vous demande.

Quelque chose que vous en puissiez penser ou dire, Mr. le Gouverneur Général vous assumerez toute la responsabilité des événements que vous provoquez aujourd'hui; et les nations civilisées, à l'opinion desquelles vous paraissez en vouloir appeler, jugeront entre le bon droit de la France, la modération avec laquelle elle a réclamé une justice qu'elle saura d'ici leurs obtenir par d'autres voies, et l'opiniâtreté que vous apportez à la lui refuser.

Agréez &c.

Signé.

LEBLANC.

Al Sr. Brigadier General
D. Juan M. Rosas, Go-
bernador y Capitan ge-
neral de la Provincia de
Buenos Aires Encarga-
do de las Relaciones
Exteriores de la Confe-
deracion Argentina.

Frente á Buenos Ayres, el 28 de Marzo de 1833.

EXMO. SEÑOR:

Acabo de recibir la respuesta que V. E. me ha hecho el honor de dirigirme por el órgano de su Ministro de Relaciones Exteriores, respecto de mi nota de 24 del corriente.

Siento que V. E. no haya querido apreciar la franqueza de mi lenguaje; y que crea V. E. haber respondido á él, con observaciones tan completamente extrañas á mis reclamaciones como al espíritu que las dictó. Yo no he intentado entrar con V. E. en discusion ninguna de principios; habia juzgado de antemano que seria inutil el hacerlo; esperaba conseguir, como lo habia solicitado, una simple suspension de la aplicación de los principios de V. E. respecto de nuestros compatriotas, hasta el momento en que se hubiera podido entablar la discusion entre el Gobierno de V. E. y el de la Francia, por medio del Agente elegido por ella, negándose V. E. á peticiones tan justas y moderadas como las que dirigí; y respondiendome que no padeco interés ninguno francés, cuando V. E. detiene á mis compatriotas en sus prisiones ó en la milicia, parece que añadiese V. E. la ironia á su mala voluntad. La Francia no admitirá vanas protestas cuando en el momento mismo las desmiente V. E. insistiendo en negarle la justicia que pide.

Cualquier cosa que V. E. diga ó piense Señor Gobernador General, V. E. solo contraherá la responsabilidad de los sucesos que hoy provoca; y las naciones civilizadas, á cuya opinion parece que V. E. quisiera apelar, juzgarán entre el buen derecho de la Francia, la moderacion con que ha reclamado una justicia que sabrá obtener por otros medios; y la tenacidad con que V. E. se la rehusa.

Quiera V. E. admitir &c.

(Firmado.)

LEBLANC.

Signification du Blocus de Buenos Ayres au Gouvernement Argentin.

A S. E. M. le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de Buenos Ayres.

Le Contre-Amiral soussigné, commandant en chef les forces navales françaises en station au Brésil et dans les mers du Sud a l'honneur d'informer Mr. le Ministre des Affaires Etrangères de la République Argentine que le Consul de France à Buenos Ayres ayant été obligé de se retirer à la suite des refus réitérés qui ont été faits à ses justes demandes, le port de Buenos Ayres et tout le littoral du fleuve appartenant à la République Argentine sont en état de blocus rigoureux par les forces navales françaises, en conséquence des ordres du Gouvernement du Roi des Français, et en attendant les mesures ultérieures qu'il jugera convenable de prendre. Ce blocus sera strictement exécuté tant que dureront les causes de mécontentement du Gouvernement Français.

Le Contre-Amiral adresse cet avis à Mr. le Ministre des Affaires Etrangères pour qu'il soit par lui transmis au Gouvernement de la République Argentine.

Donné à bord de la Corvette *L'Expéditive*, devant Buenos Ayres le 28 Mars 1838.

Signé : LeBLANC.

Signification du Blocus de Buenos Aires à MM. les Ministres et Consuls étrangers.

A Mr. le Consul de.....

Monsieur, Le Gouvernement Argentin a dans plusieurs circonstances, attenté aux droits de la France, à la sûreté des français établis sur son territoire et à celle de leurs propriétés.

La France a fait adresser par son représentant à Buenos Aires de nombreuses réclamations qui, non seulement ont été toutes repoussées, mais souvent l'ont été dans des termes aussi blessants qu'il était injuste la conduite de l'administration Argentin.

L'intérêt, la dignité de la France ne lui permettent pas de souffrir plus longtemps les ac-

Significación del Bloqueo de Buenos Ayres, dirigida al Gobierno Argentino.

A S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores del Gobierno de Buenos Ayres.

El Contra-Almirante que suscribe Comandante en Jefe de las fuerzas navales francesas en el Brasil y en los mares del Sud, tiene el honor de informar á S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores de la República Argentina, que habiendo sido obligado el Cónsul de Francia á retirarse en consecuencia de repeticiones negativas que han sido hechas á sus justas demandas; el puerto de Buenos Ayres y todo el litoral del río pertenecientes á la República Argentina, están bloqueados rigurosamente por las fuerzas navales francesas. En consecuencia de las órdenes del Gobierno del Rey de los Franceses, y hasta que lleguen las que S. M. juzgare oportuno darle, este bloqueo será rigurosamente ejecutado mientras duren en las causas de descontento del Gobierno Francés.

El Contra-Almirante dirige este aviso á S. E. el Sr. Ministro de Relaciones Exteriores para que se sirva transmitirlo al Gobierno de la República.

Dado á bordo de la Corbeta *Expéditive* delante de Buenos Ayres el 28 de Marzo de 1838.

(Firmado.) LeBLANC.

Significación del Bloqueo de Buenos Ayres dirigida á los Sres. Ministros y Consules Extranjeros.

Al Sr. Cónsul de.....

Señor:—El Gobierno Argentino ha violado en varias circunstancias los derechos de la Francia, la seguridad de los Franceses establecidos en su territorio, y no ha respetado las propiedades francesas.

La Francia ha hecho dirigir á ese Gobierno por su representante en Buenos Aires, numerosas reclamaciones que no solamente han sido todas repelidas, sino que muy frecuentemente lo han sido en términos ofensivos; tan injustos como la conducta de la Administración Argentina.

El interés y la dignidad de la Francia no le permiten tolerar por mas tiempo los actos

tes de la malveillance du Gouvernement Argentin.

Après avoir épuisé sans succès, pour le ramener à des sentiments de justice que son propre intérêt lui commandait d'écouter, toutes les démarches qu'une sage moderation peut concilier avec l'honneur national, la France doit employer d'autres mesures.

En conséquence le Contre-Amiral Commandant en Chef les forces navales françaises en station au Brésil et dans les mers du Sud, agissant d'après les ordres du Gouvernement de S. M. le Roi des Français, a l'honneur de vous prévenir que le port de Buenos Ayres et tout le littoral du fleuve appartenant à la République Argentine sont en état de blocus rigoureux par les forces navales françaises. Ce blocus sera strictement exécuté tant que dureront les motifs qui ont déterminé le Gouvernement Français à l'établir.

Je vous prie donc, Monsieur, d'informer votre Gouvernement de cette mesure, et de faire connaitre en même temps qu'il serait pris contre les batimens qui chercheraient à entrer dans les ports bloqués après avoir reçu la signification du blocus par l'un des batimens de guerre français, les mesures de rigueur autorisées par les lois des nations.

Dans l'intérêt du commerce étranger, et pour atténuer autant que possible les inconvénients dont il pourrait avoir à souffrir d'une mesure prise uniquement contre le Gouvernement de Buenos Aires, les batimens du commerce actuellement dans les ports ou en rade de Buenos Aires conserveront la faculté d'en sortir jusqu'au 10 mai prochain, époque à laquelle l'interdiction sera générale et s'étendra également aux batimens sortants ou entrants.

Donné à bord de la Corvette *L'Expéditive* devant Buenos Aires le 28 mars 1838.

Signé. LeBLANC.

de la malevolencia del Gobierno Argentino.

Después de haber agotado sin suceso, todos los pasos que una sabia moderacion puede hacer conciliables con el honor nacional, para hacer entrar al Gobierno Argentino en los sentimientos de justicia que su propio interés debía inspirarle, la Francia debe emplear otros medios.

En consecuencia, el Contra-Almirante Comandante en Jefe de las fuerzas navales estacionadas en el Brasil y en los mares del Sur, obrando segun las órdenes del Gobierno de S. M. el Rey de los Franceses, tiene el honor de avisar á U. que el Puerto de Buenos Aires, asi como todo el litoral del Río perteneciente á la República Argentina, están en estado de bloqueo riguroso por las fuerzas navales francesas. Ese bloqueo será estrictamente ejecutado, mientras duren los motivos que han determinado al Gobierno Francés á establecerlo.

Ruego pues, al Sr. Cónsul se sirva informar a su Gobierno de esta medida, y hacer conocer al mismo tiempo que serán tomadas todas las medidas de rigor autorizadas por las leyes de las naciones contra los buques que tratasen de violar el bloqueo, después de haber sido informados oficialmente por un buque de guerra francés.

Teniendo en vista el interés del comercio extranjero, y á fin de conciliar en todo lo posible los inconvenientes que pueda tener que sufrir, por las medidas tomadas unicamente contra el Gobierno de Buenos Aires, los buques de Comercio surtos en la actualidad dentro del puerto, ó en la Bahía de Buenos Aires tendrán libertad de salir hasta el día 10 de Mayo próximo: época en que la interdición será general, y se extenderá igualmente á los buques entrantes y salientes.

Reciba V. la seguridad de mi alta consideracion. El Contra-Almirante.

[Firmado.] LeBLANC.

Buenos Ayres, Abril 3 de 1838.

Exmo Sr. Contra-Almirante, Comandante en Jefe de la escuadra de S. M. el Rey de los Franceses, en estacion en el Brasil y en los mares del Sud.

La muy apreciable carta de V. E., fecha 27 de Marzo último, que tengo el honor de contestar, me induce á creer que V. E., en su anterior de 24 del mismo, no se habia dirigido oficialmente. Si ha sido contestada en este caracter, he estado muy distante de negarme á la honra de una correspondencia confidencial con V. E. Con lo espuesto espero haber llenado las consideraciones debidas á la persona de V. E.

Nunca esperé que estimase V. E. las observaciones de este Gobierno completamente ajenas de sus reclamaciones, y del espíritu que las ha dictado: y mucho menos que pudiese persuadirse no haya querido apreciar la franqueza del lenguaje de V. E. Aquellas Sr. Contra Almirante, son oportunas á las reclamaciones de V. E., y remueven las dificultades que dejaba sentir en su citada. El menos imparcial que lo decida, con presencia de la nota de V. E. y de la contestacion de este Gobierno. No las reproduzco porque cuento con la buena fé de V. E.

He correspondido tambien á la franqueza de V. E., con las amistosas esplicaciones que le transmitió este Gobierno, instruyendolo de la direccion positiva que habia tenido la cuestion con el Sr. Cónsul de Francia, rectificando equivocaciones de V. E., y ofreciendole otros medios confidenciales muy conducentes para estimar debidamente los actos de mi administracion, que se hacen servir de motivo para perturbar la buena inteligencia entre la Francia y esta República. Esto no importa discusion alguna de principios, porque solo se trataba de hechos, cuyo examen y exactitud sirve de base para juzgar sobre la aplicacion de los principios que rigen en este pais en cuanto á los estrangeros establecidos en él.

V. E. dice que me he rehusado á las reclamaciones justas y moderadas que me dirigió y que "contestandole que ningun interes frances se hallaba atacado, cuando detengo á los

"compatriotas de V. E. en las cárceles ó en la "milicia, parece que agrego la ironía á mi malevolencia." Sr. Contra-Almirante, si la franqueza y sinceridad es la regla de la conducta de V. E., yo la reclamo para que sean apreciados debidamente los actos de mi administracion, y de todos los magistrados Argentinos.

No se citará un acto de repulsa en mi Gobierno á reclamaciones justificadas legítimamente deducidas, pues reconociendo en los Ministros y Agentes públicos de todas las naciones, acreditados en forma ante el Gobierno de la República, el derecho de reclamar á nombre de su Soberano los actos injustificables, si algunos hubiere, no puede suponerse la absurda pretension de negarme á un principio admitido por todos los Gobiernos cultos, siempre que la ingerencia estraña no tienda á trabar la libre administracion de la justicia de la República con arreglo á sus leyes; pero en todo caso, Sr. Contra-Almirante, la razon excluye de la fuerza el derecho de calificar la injusticia.

En las cárceles de la ciudad y campaña de esta Provincia solo existen dos Franceses: á saber, Pedro Jusson, marinero, reo de un asesinato que perpetró en la persona de Matias Cañete, á bordo del queche *Atalaya*, de la propiedad de D. Francisco Castellote, sentenciado en última instancia en 29 de Noviembre del año próximo pasado; y Pedro Lavie, vivandero en uno de los cantones de la frontera de esta Provincia, procesado por infractor de disposiciones vigentes sobre la disciplina y buen orden de las tropas: ladrón confeso de cantidad de pesos á su patron, y presunto de serlo de otras sumas, de cuya procedencia no ha dado razon justificada, en circunstancias de haberse cometido varios robos en aquel destino; sentenciado á prision por seis meses que espiran en 15 del corriente. Yo no puedo hacer á V. E. la enorme injuria de que á estos criminales se refiera, cuando me dice que "detengo en las cárceles á los compatriotas de V. E." ¿Pero cuales serán estos? cuando ninguno hay ni en ellas, ni en los cuarteles? Y en vista de esto, ¿Donde está la ironía y la malevolencia?—Decídalo V. E.

"¿Que tengo en la malicia á los compatriotas de V. E.?" Esta es otra equivocacion con que ha sido sorprendida la buena fé de V. E. En el ejército de linea y milicias no hay frances alguno destinado al servicio de las armas, ni llamados por los Gefes de los regimientos á

prestarlo, aun cuando por las leyes de este pais son obligados á él. Los que existen hoy son seis, cinco voluntarios, incluso un oficial, y otro que fue aprendido en la campaña, en el año 35, por vago y sin ejercicio, no habiéndose hasta la fecha expedido resolucion alguna por el Gobierno sobre su destino. Aun ese mismo asesino Pedro Jussón, sentenciado por la Exma. Cámara de Justicia á la Marina de esta República, por cuatro años, á racion y sin sueldo, y puesto á disposicion del Gobierno en 2 de Diciembre del año próximo pasado, no ha sido destinado por este al servicio de las armas, sin embargo de que el mismo reo lo ha suplicado. Por último, Sr. Contra-Almirante, las notas oficiales que van á publicarse, y con que el Gobierno debe dirigirse á S. M. el Rey de los Franceses, y demas Soberanos amigos, servirán á ilustrar mejor el juicio de V. E. Ellas son las pruebas mas clásicas de la equivocacion que ha padecido V. E.

En vista de esto, las naciones civilizadas á cuya opinion ocurre igualmente V. E., juzgarán cual es el buen derecho de la Francia que invoca el Sr. Contra-Almirante, á cuya revindicacion ha venido al frente de una escuadra.

Dejando asi contestada la muy apreciable V. E., y correspondida su franqueza, tengo tambien la satisfaccion de haberle demostrado que las observaciones de V. E. se fundan en hechos que no existen, y que habiéndose dejado conducir por informes equivocados, ha tomado sobre si la responsabilidad de los sucesos.

Sirvase V. E. admitir la seguridad del sincero aprecio y alta consideracion con que soy de V. E.,

Muy atento servidor.

JUAN MANUEL DE ROSAS.

